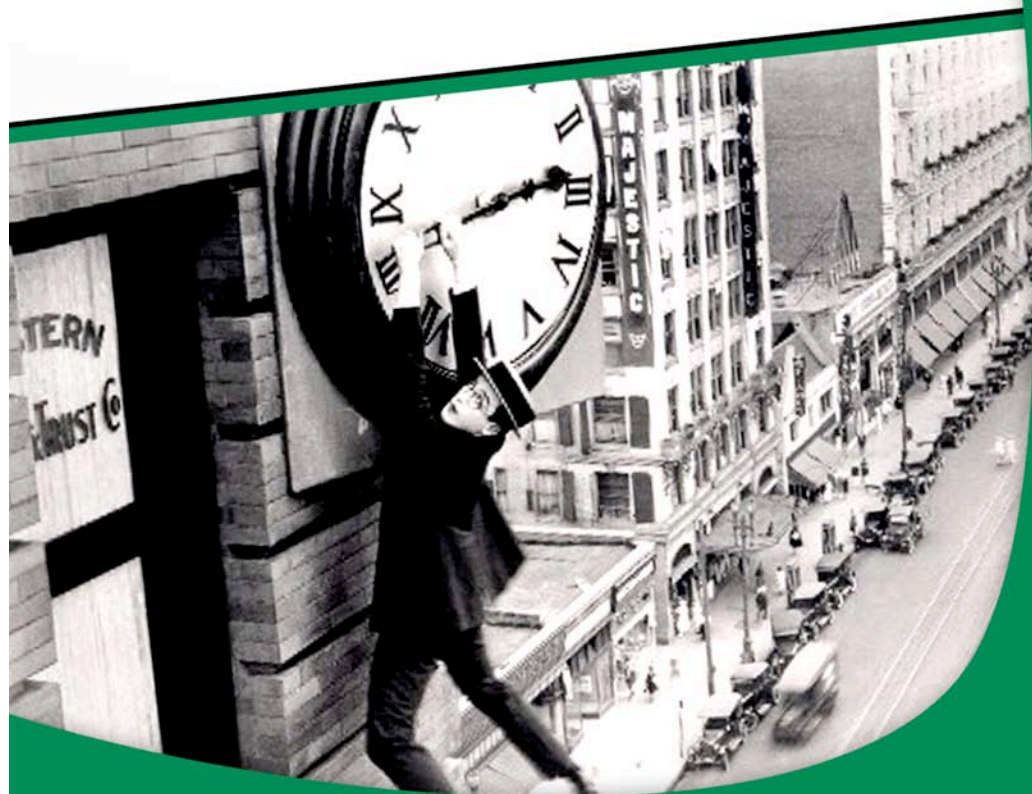


Comment une société moderne pourrait fonctionner, et vivre mieux qu'aujourd'hui, en réduisant radicalement le temps de travail ?

TRAVAILLER UNE HEURE PAR JOUR



bizi !

SOMMAIRE

<u>REMETTRE LES PENDULES A L'HEURE !</u>	<u>3</u>
<u>SISTEMA HORREN ZENTZUGABEKERIA DESEGIN</u>	<u>5</u>
<u>TRAVAILLER UNE HEURE PAR JOUR</u>	<u>7</u>
<u>I. REDUIRE LA PRODUCTION</u>	<u>12</u>
A. MIEUX REPARTIR LES REVENUS	12
B. DIMINUER LES GASPILLAGES	17
C. AUGMENTER LA DURABILITE DES OBJETS PRODUITS	24
<u>II. TRANSFORMER UNE PARTIE DU TRAVAIL SOCIALISE EN TRAVAIL PRIVE</u>	<u>34</u>
A. LE TRAVAIL, UN FAIT AMBIVALENT.....	34
B. DIMINUER LE TRAVAIL CONTRAINT SOCIALISE	37
<u>III. AUGMENTER LA PRODUCTIVITE.....</u>	<u>40</u>
A. METTRE A PROFIT LA DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL.....	42
B. TIRER PARTI DE LA REORGANISATION DU TRAVAIL	44
<u>IV ACCROITRE LA MAIN-D'ŒUVRE ACTIVE.....</u>	<u>46</u>
<u>LE MOT DE LA FIN</u>	<u>51</u>
<u>ANNEXE 1 : « TRAVAILLER MOINS », « TRAVAILLER PLUS », LES UTOPIES ET L'HISTOIRE.</u>	<u>55</u>
<u>ANNEXE 2 : ET MON SALAIRE ?</u>	<u>59</u>

REMETTRE LES PENDULES A L'HEURE !

Travailler plus pour gagner plus, généraliser le travail le dimanche, faire sauter les 35 heures, reculer l'âge de la retraite et le nombre d'années de cotisations nécessaires pour la percevoir : nous assistons à tous les niveaux à une remise en cause brutale de toutes les limites imposées à la place du travail salarié dans nos vies et nos sociétés. Nous subissons quotidiennement une véritable guerre idéologique sur ces questions là.

Nous avons décidé aujourd'hui de publier ce texte "Travailler une heure par jour" pour remettre les pendules à l'heure sur ces questions, démontrer l'absurdité de certaines soi-disantes évidences, faire apparaître les éléments manquants -car systématiquement escamotés- du débat sur le temps de travail.

Il s'agit de l'adaptation à la société et aux données statistiques de ce troisième millénaire, d'une partie du livre intitulé "Travailler deux heures par jour" publié en 1977 (*).

Un outil pour nos luttes et pour notre réflexion :

Nous espérons que ce texte permettra de mieux comprendre en quoi la réduction du temps de travail est un enjeu à la fois écologique et social. Nous espérons qu'il aidera ses lecteurs à mieux comprendre et argumenter sur l'absurdité

du système capitaliste et la nécessité de le remplacer par une organisation sociale et économique conçue pour répondre aux vrais besoins humains, de manière égalitaire et respectueuse de l'état dans lequel nous transmettrons la planète aux générations qui nous suivent.

Commission Lana/Travail du mouvement Bizi !

<http://www.bizimugi.eu/>
info@bizimugi.eu

() Par le Collectif Adret aux Editions du Seuil. Il entendait démontrer qu'une société moderne pourrait fonctionner, et vivre mieux qu'aujourd'hui, en réduisant radicalement le temps de travail salarié auquel nous sommes astreints pour vivre. L'explication se concluait -comme son titre l'indiquait- par le fait que l'on pourrait ainsi réduire la journée de travail à deux heures !*

La démonstration en question était en fait un brillant exercice pédagogique démontant point par point la perversité des règles fondant l'économie capitaliste. Un exercice très concret, compréhensible par le plus grand nombre.

SISTEMA HORREN ZENTZUGABEKERIA DESEGIN !

Gehiago lan egin, gehiago irabazteko, igandetako lana orokortu, 35 orenak desagertarazi, erretretaren adina gibelarazi bai eta ere haren lortzeko kotizazio urteen kopurua haunditu: maila guzietan gure bizi eta jendartetan soldata peko lanari ezarriak ziren muga galdezkatze bortitza ikusten ari gara. Gai horien gainean egunero ari gira gerla ideologiko baten pairatzen.

Gaur erabaki dugu "Oren bat egunean lan egin" testoaren argitaratzea galde horiei buruz, tenore xuxenaren ukaiteko, eta omen ebidentziak diren gai batzuren zentzugabekeria argi uzteko, eta, lan denboraren inguruko eztabaidan beti baztertuak diren elementu ezberdin batzuren plazaratzeko.

Ororen buru, lan honen helburua da gaur egungo jendartearen egoerari eta 3. milurteko estatistikei "Bi oren egunez lan egin" (*)1977an argitaratutako liburuaren egokitzea.

Gure borroken eta gogoetendako tresna bat:

Espero dugu testo honek lan denboraren ttipitza zertako apostu ekologiko eta soziala den hobeki ulertzea ahal bidetuko duela.

Espero dugu liburuxka honek irakurtzaileak lagunduko dituela sistema kapitalistaren zentzugabekeria ulertzen eta haren aurka argumentatzen. Jendeen egiazko beharrei erantzuteko pentsatua den antolaketa sozial eta ekonomiko baten bidez sistema horren ordezkatea beharrezkoa dela erakutsiz. Hori guzia molde zuzenean eta ondoko belaunaldiei utziko diegun planetaren egoerari arreta haundiena emanez.

Bizi !-ren Lana taldea

<http://www.bizimugi.eu/>
info@bizimugi.eu

() Seuil argitaletxean, Adret Kolektiboak egina. Molde horren bidez nahi zuen erakutsi gaur egungo jendarte bat ibiltzen ahal litaikela eta gaur baino hobekiago bizitzen ahal ere, bizitzeko bortxaz jasan behar duen bere soldatapeko lan denbora molde erradikalean murriztuz. Argitasuna bururatzen zen, bere tituluak aurkezten zuen bezala, lan eguna bi orenetara ttipitzen ahalko zela erakutsiz.*

Delako egiaztatze hori, azken finean ariketa pedagogiko argi bat zen, punduz puntu desegiten zuena ekonomia kapitalista eraikitzen duten arauen bihurrikeria. Ariketa konkretu bat, jende kopuru haundienaz ulergarria.

TRAVAILLER UNE HEURE PAR JOUR

Travailler une heure par jour, voilà une proposition choquante. Alors que tant de jeunes ne peuvent s'intégrer au marché du travail. Alors que tant de personnes ne peuvent accéder à un emploi stable et de qualité. Alors qu'il y a tant de travailleurs pauvres qui ne peuvent joindre les deux bouts. Alors que tout simplement l'emploi manque cruellement et que le chômage fait des ravages. Proposition choquante de jeunes, de fainéants, de marginaux qui n'ont rien compris aux logiques économiques, qui n'ont pas compris que c'est par le travail que l'on peut s'en sortir et relever la tête.

Oui, l'emploi manque cruellement et le chômage est une catastrophe. Le chômage est un énorme gâchis de potentialités humaines, de capacités d'invention et d'énergie créatrice. Et pourtant, le travail aujourd'hui représente un autre gâchis en vies humaines. *Perdre sa vie à la gagner*. Ce slogan est peut-être celui qui résume le mieux la réalité du travail contemporain. On court après le travail, pour mieux courir après des loisirs trop chers et des richesses inaccessibles. On travaille plus pour payer celle ou celui qui va garder nos enfants, nos parents, qui va faire notre jardin. On travaille pour manger, mais on mange mal car le temps nous manque. On subit la souffrance physique et psychique pour se payer des vacances réparatrices.

Quelques chiffres peuvent être plus parlants : une enquête publiée par la Dares¹ indique que la pénibilité physique au travail augmente continûment depuis 1984. Par exemple,

1 DARES, (direction de l'animation et de la recherche des études statistiques), « conditions de travail : une pause dans l'intensification du travail », *Premières Synthèses*, janvier 2007.

34,2% des salarié(e)s déclaraient en 2005 devoir rester longtemps dans une posture pénible, 35,7% déclaraient devoir faire des mouvements douloureux ou fatigants, et 18% être exposé(e)s à un bruit intense. Parmi ceux/celles-ci, ce sont les ouvrier(e)s et les employé(e)s de commerce et de service qui pâtissent le plus des mauvaises conditions de travail. Le développement du secteur des services dans l'économie occidentale ne doit pas tromper sur la réalité des conditions de travail : le trouble musculo-squelettique est une maladie qui se développe de plus en plus chez les employé(e)s de commerce contraint(e)s aux mêmes gestes répétés toute la journée. En France, ces troubles sont devenus la première cause de reconnaissance de maladie professionnelle.

Le travail fait des dégâts, tout comme le chômage... comment ce sortir de cette ambiguïté ? Tout d'abord en ne confondant pas travail et emploi. Oui, l'emploi manque, trop de gens sont rejetés à la marge de la société, privés d'un revenu décent et stigmatisés par des qualificatifs comme « chômeur/ses » (qui chôme) ou « inactif/ves » (qui n'est pas actif). « Emploi » ne signifie pas la même chose que « travail » : l'emploi, c'est le statut qui est attaché au travail. C'est souvent un paramètre important de l'identité sociale de chacun d'entre nous « *Nom, prénom, âge, profession* ». Quant au travail, on pourrait le définir comme l'ensemble des actions visant à produire les biens et services que tout humain consomme durant sa vie.

Mais cette activité particulière pose plusieurs problèmes : tout d'abord, parce que le niveau de consommation et de production a explosé ces dernières décennies. La pression que nous exerçons sur la planète devient insoutenable (réchauffement climatique, crise de la biodiversité, pollutions,...). Ensuite parce qu'aujourd'hui, en France, la production repose sur les épaules d'une minorité, souvent assommée par de lourdes contraintes (horaires, conditions de travail,...) tandis qu'une grande partie de la population

n'a pas accès aux moyens de production. Enfin, parce qu'une autre minorité, ceux que l'on appelle les « hyper-riches »², perçoit des revenus complètement déconnectés du niveau moyen des salaires, mais aussi du travail qu'ils fournissent (dividendes, parachutes dorés, stocks options...). Travailler moins, c'est chercher à s'écarter de cette logique sans fin du « toujours plus », logique insupportable au niveau écologique. C'est aussi se donner les moyens d'une plus grande équité entre tous les individus : équité dans la possibilité d'accéder à un revenu décent, mais aussi plus grande équité dans les niveaux de revenu. Nous pensons que le travail, parce qu'il détruit la santé, la vie et l'imaginaire ne doit pas être valorisé. Parce qu'il est pénible, fatigant, et aliénant³, le travail doit être réduit au maximum. Et il faut savoir que l'ère du « *travailler plus pour gagner plus* » est très récente. Au cours de leur Histoire, il semble que les humains ont eu tendance à s'en écarter dès que cela leur était possible.

L'exercice que nous proposons ici est de mener une expérience sur le papier. Construire sur ces pages un autre monde dans lequel l'idéologie de la croissance et le mythe d'un bonheur corrélé à la consommation sont dépassés. Et parce que la valorisation du travail est un concept créé récemment par certains penseurs occidentaux, nous allons nous en débarrasser ici pour faire de l'économie d'une autre manière. Car il s'agit bien d'économie dont nous parlons ici. Mais nous utiliserons ce terme dans son sens le plus courant (sens qui étrangement a été oublié par nos experts) : faire de l'économie, c'est aussi chercher à ... économiser. Ici, c'est du temps de vie et des ressources

2 Hervé Kempf (2007), *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil.

3 Pierre Bourdieu parle d'*auto-exploitation* dans la plupart des cas où l'investissement dans le travail est source de profit non monétaire. « *La liberté de jeu laissée aux agents est la condition de leur contribution à leur propre exploitation* » (Pierre Bourdieu [1996], « La double vérité du travail », *Actes de la recherche en sciences sociales* volume 114)

naturelles que nous vous proposons d'économiser.

Pour cela, il nous faut un point de départ. Nous prenons comme cadre l'Hexagone, c'est-à-dire la France métropolitaine, et non le Pays Basque nord ou l'Europe, du fait des matériaux statistiques disponibles. Nous utiliserons ici en grande partie les chiffres publiés par l'Insee⁴. Voici en 2006, le temps de travail global rémunéré de l'année en France a été de 39 milliards d'heures, effectuées par quelques 25 millions de travailleur/ses, dont 90 % de salarié(e)s. Si le temps de travail hebdomadaire légal est de 35 heures (soit 1645 heures dans l'année), il est souvent dépassé puisque la moyenne du temps de travail observé chez les personnes à temps complet est de 41 heures par semaine. Cette catégorie de personnes comprend 20,7 millions de personnes, soit 82,8 % de la population active. Les 17,2 % restant (4,3 millions de personnes) travaillent à temps partiel. Ce type d'emploi est généralement subi et est source d'une grande précarité du fait de l'instabilité des horaires de travail. Ainsi, ce sont principalement des jeunes femmes qui sont salariées à temps partiel et qui malgré tout doivent une disponibilité totale à leur employeur. Par exemple, la grande distribution préfère ce type de contrat (et d'employées) afin d'adapter en continu les horaires de travail au flux de clients, et de ne pas payer des caissières « pour rien ». C'est-à-dire que celles-ci voient leurs horaires de travail s'étaler sur toute une journée, de manière discontinue. Si par exemple l'affluence est massive entre 12h00 et 14h00, puis entre 18h00 et 20h00, les caissières n'auront à travailler qu'à ces horaires. Entre les deux, ces salariées se doivent souvent de rester proche de leur lieu de travail (trop loin de leur lieu de domicile), le temps non travaillé n'étant bien sûr pas compté. Dans notre système

4 L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) est une direction générale du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi. Il a pour mission la collecte, la production, l'analyse et la diffusion des informations sur l'économie et la société française.

capitaliste, même ceux qui travaillent moins subissent les lois du profit maximum.

Cela étant dit, et afin de simplifier nos calculs, nous allons partir sur une base de 39 milliards d'heures de travail rémunéré par an, effectuées par 25 millions de personnes (22,5 millions de salarié(e)s et 2,5 millions d'indépendants)⁵. Ce sont ces 39 milliards d'heures là que nous nous proposons de réduire dans cette expérience. Enfin, nous allons utiliser un raisonnement qu'affectionnent particulièrement les économistes : le raisonnement *toutes choses égales par ailleurs*. Il s'agit de « bloquer » tous les paramètres autres que ceux concernant la stricte question du temps de travail. Je joue avec le temps de travail, quel est l'effet sur le temps de travail ? C'est donc bien une expérience sur le papier que nous allons réaliser, et non pas un plan d'action à court ou long terme.

Nous disons donc qu'il est possible de travailler moins tout en gardant le même niveau de vie. Et même, plutôt que de travailler quelques 7 ou 8 heures par jour, il semble possible de ne travailler qu'une heure. Comment ? On peut imaginer quatre manières de diminuer le temps que chacun consacre au travail contraint :

- réduire la production
- transformer une partie du travail socialisé en travail privé
- augmenter la productivité
- augmenter le nombre de ceux qui prennent part au travail contraint.

5 Sources : Insee

I. Réduire la production

Il s'agit bien de réduire la production de biens matériels. C'est-à-dire de machines, de biens durables (meubles, électro-ménager,...), et même de biens non-durables. Proposition provocatrice ! Alors que tous les citoyens n'ont pas de quoi se loger, se nourrir ou s'habiller correctement... Comment peut-on se dire progressiste et prôner une réduction de la production, c'est-à-dire du revenu global dont dispose la France ? Non seulement nous pensons qu'il est possible de réduire cette production, mais en plus que cette réduction peut (et doit !) aller de pair avec une augmentation du niveau de vie des plus pauvres. Cela passe par quatre moyens :

a. Mieux répartir les revenus

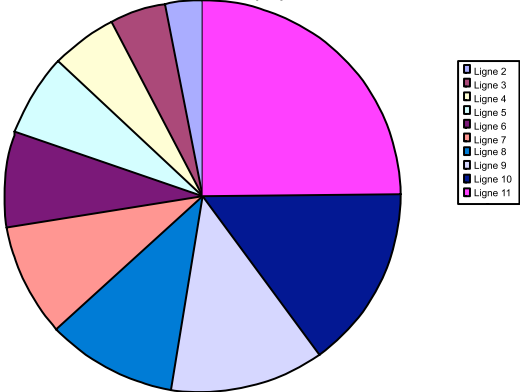
En 2004, le Produit Intérieur Brut (PIB) français était d'environ 1 600 milliards d'euros. C'est-à-dire qu'en moyenne il est de 26 500 euros par personne⁶. En fait, il n'en est rien, car la richesse est très mal distribuée en France. Ainsi, selon l'Insee, les 10 % des plus pauvres doivent se partager 3% des revenus de l'année, soit 48 milliards d'euros (ce qui fait 7 750 euros par personne). Au contraire, les 10 % des plus riches se partagent 24,8 % des revenus de l'année, soit près de 400 milliards d'euros, ou 64 500 euros par personne⁷. Encore, il ne s'agit ici que du revenu annuel. Si l'on prend en compte le patrimoine, c'est à dire la richesse accumulée, les inégalités sont encore plus frappantes (en effet, seuls les plus riches ont possibilité de mettre de côté. Petit à petit, les écarts entre eux et les plus pauvres, qui ne peuvent épargner,

6 Source : Insee, PIB par région à prix courant, données quasi-définitives

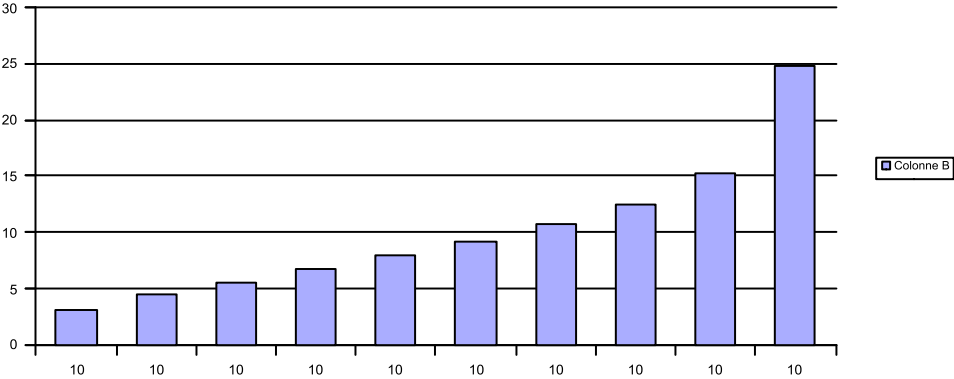
7 Calculs personnels d'après les données « *Distribution des revenus disponibles des ménages* » publiés par l'Insee.

s'agrandit). Donc, une personne faisant partie du groupe des plus riches obtient un revenu 8 fois supérieur à une personne appartenant au groupe des plus pauvres.

répartition du revenu annuel
une couleur = 10 % de la population



distribution du revenu annuel par tranche de 10 % de la population, des plus pauvres aux plus riches



Ces chiffres, s'ils sont parlants, ne permettent pas de considérer les inégalités entre les extrêmes. Elles sont énormes. Une étude publiée récemment⁸ montre que les revenus des 3 500 foyers français les plus riches (0,01 % de 35 millions de foyers recensés en France) ont augmenté de près de 42 % entre 1998 et 2005, alors que le revenu français moyen a augmenté de 5,9 % entre ces deux dates. L'augmentation est de 11 % pour les 5% des foyers les plus riches, de 19% pour les 1% des foyers les plus riches et de 32 % pour les 0,1 % des plus riches. Si ces augmentations sont en grande partie dues à l'explosion des plus hauts salaires (dirigeants des grandes entreprises, traders,...), elles sont aussi dues à l'évolution du partage entre rémunération du travail et rémunération du capital qui se fait au dépend de la première et au profit de la deuxième. Du fait que ce sont majoritairement les plus riches qui détiennent les capitaux, ils en sont les principaux bénéficiaires. Nous remarquons au passage que cette réalité du travail va dans le sens opposé des discours tendant à faire du « *travailler plus* » un moyen de « *gagner plus* ».

Revenons à notre exemple, et voyons comment il serait possible de réduire la production tout en améliorant le niveau de vie des plus pauvres : la moitié la plus pauvre de la population française percevait en 2004 28 % des revenus totaux, c'est à dire de la valeur créée par le travail d'une année. L'autre moitié en percevait donc 72 %.

La question d'une plus juste répartition, si elle est indispensable, est très épineuse (comment, à quelles conditions,...). C'est pourquoi nous ne la traiterons pas ici. Prenons, pour simplifier la démonstration, le cas extrême

8 Camille Landais (2007), *Les hauts revenus en France (1998-2006) : une explosion des inégalités*, Ecole d'économie de Paris. Il faut en plus rappeler que cette étude ne tient pas compte de la fiscalité qui évolue dans le sens d'un fort avantage pour les plus riches.

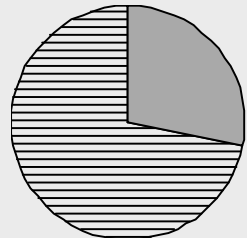
d'une répartition parfaitement égalitaire entre tous les membres de la société. Dans ce cas là, les 50 % les « plus pauvres » recevraient 50 % des revenus disponibles, et les 50 % les « plus riches » percevraient aussi 50 % des revenus disponibles.

A niveau de production égale, le revenu des plus pauvres a presque doublé ! Dans ce cas là, une diminution de la production pourrait être envisagée tout en maintenant un revenu supérieur aux plus pauvres (voir très supérieur pour les plus pauvres des plus pauvres).

Réduire le niveau de production et augmenter les revenus des plus pauvres

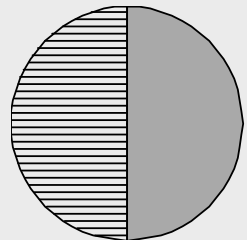
Répartition actuelle des revenus :

50% de la population perçoit 28% des revenus, l'autre moitié en perçoit 72%



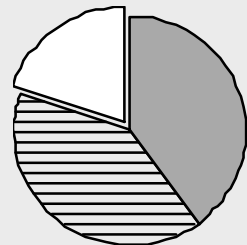
Répartition selon une « parfaite » égalité :

50% de la population perçoit 50% des revenus, l'autre moitié en perçoit 50%



Réduction de 20% du niveau de production (en blanc) :

Le revenu des plus pauvres a augmenté.



Le PIB, un instrument utile ?

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est un indicateur économique. Il consiste à chiffrer la valeur créée sur un territoire défini et durant une période donnée (on parle par exemple du PIB français annuel). Lorsque l'on dit qu'il est d'environ 1 600 milliards d'euros en 2004, cela veut dire que l'ensemble de ce qui a été produit et vendu lors de cette année en France métropolitaine vaut 1 600 milliards d'euros. Cette somme correspond aussi à l'ensemble des revenus annuels perçus par la population de ce territoire : salaires, revenus d'activité, dividendes, pensions, allocations...

Lorsque l'on parle de croissance, il s'agit de croissance du PIB : de combien celui-ci a-t-il augmenté depuis l'année dernière ? Selon la plupart de nos expert(e)s, économistes et femmes/hommes politiques, plus son PIB est élevé, plus le niveau de vie d'une population est haut (en effet, celle-ci disposerait de plus de biens et services à consommer). Mais cette extrapolation (donner le niveau de vie à partir d'un seul chiffre) ne tient pas, pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que le PIB englobe aussi les produits d'activités nocives ou polluantes. Par exemple, la vente d'amiante alors que l'on connaissait ses dangers a été comptabilisée dans le PIB français. Le niveau de vie a-t-il augmenté pour autant ? Plus généralement, toute activité néfaste, ou bien visant à soigner un mal-être, tant qu'elle est marchandisée, permet d'augmenter le PIB. Ainsi, une société malade, grande consommatrice de médicaments, verra son PIB augmenter d'autant par rapport à une société en bonne santé, qui n'a pas recours à l'industrie pharmaceutique.

En sens inverse, le PIB ne prend pas en compte certaines activités néfastes à l'humain ou à son environnement. Ce que les économistes appellent « externalités négatives » est l'ensemble de ce qui n'est pas pris en compte dans le chiffre d'affaire des entreprises mais qui coûte à la société et à l'environnement : rejet de polluants, destruction de la biodiversité, crises sociales... Ainsi, la croissance nette qu'a connue l'Occident depuis la Révolution Industrielle a coûté cher en problèmes écologiques, problèmes dont la société ne commence à prendre conscience qu'aujourd'hui, comme par exemple le réchauffement climatique.

De plus, du fait qu'il est un agrégat, le PIB ne prend pas en compte les inégalités de revenu entre les individus qui composent la population. Si, par exemple, le PIB augmente de 10 %, cela ne veut pas dire que le revenu de chaque individu augmente d'autant. Comme c'est le cas aujourd'hui en France, la pauvreté peut augmenter en même temps que le PIB.

Ainsi, pour toutes ces raisons, nous ne pensons pas que le PIB soit un agrégat pertinent pour mesurer le bien-être ou les inégalités d'une population donnée. Et de ce fait, nous préférons utiliser, lorsque cela est nécessaire, d'autres indicateurs qui nous paraissent plus pertinents malgré les limites inhérentes à tout agrégat (on pense par exemple au BIP 40 mis en place par l'Observatoire des inégalités, ou à l'Indicateur de Progrès Qualitatif que propose l'économiste Jean-Marie Harribey). Pourtant, parce qu'il est le plus développé, et parce qu'il fait aujourd'hui office de référence, nous utiliserons ici le PIB comme base de mesure des revenus. Nous avons en effet décidé d'utiliser les chiffres des idéologues dominants pour démontrer leur logique, et en montrer les incohérences internes, propres au capitalisme.

b. Diminuer les gaspillages

Gaspillage... le mot est délicat. Que désigne-t-il ? Connaît-on des cas de gaspillages à des niveaux globaux alors qu'a *priori* toute dépense contribue à soutenir l'emploi ? Quand l'Etat ou une grande firme investissent, n'est-ce pas pour le bien de la communauté ? Comment alors parler de gaspillage ?

Pour bien saisir de quoi on parle, prenons une définition, celle du Larousse, par exemple. « *Gaspiller l'argent : le dépenser follement, inutilement.* » La question est donc de savoir s'il existe des dépenses inutiles, c'est-à-dire qui ne servent à rien, dont le produit ou le bien ainsi acquis n'a aucune utilité, voir n'apporte que désutilité et malheur. On pense par exemple à la guerre lancée par les Etats-Unis en Irak, énorme gaspillage en vies et en énergies humaines : si le nombre de civils tués ou blessés lors du conflit est inconnu, des études⁹ font état de 100 000 à 1,2 millions d'irakiens qui ont perdu la vie de manière violente depuis le début du conflit. Entre mars 2003 et janvier 2008, ce sont 3 892 militaires états-uniens qui ont perdu la vie en Irak, et les blessés se comptent en dizaines de milliers. Quant au coût économique, il sera selon l'économiste Joseph Stiglitz (ancien économiste en chef de la Banque mondiale et prix « Nobel » d'économie) d'au moins 3 000 milliards de dollars¹⁰. Il faut savoir que le PNUD évalue à 189 milliards de dollars en 2015 le coût du projet des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement, visant notamment à réduire de moitié la population qui vit avec moins de 1 dollar par jour (850 millions de personnes dans le monde), à réduire de deux tiers la mortalité infantile, et de trois quarts la mortalité maternelle.

⁹ Le Monde du 19 mars 2008.

¹⁰ Joseph E. Stiglitz, Linda J. Bilmes (2008), *Une guerre à 3 000 milliards de dollars*, Fayard.

Si cet exemple est extrême, il existe d'autres cas de gaspillage plus près de chez nous. Le collectif Adret, dans « Travailler deux heures par jour » citait entre autres comme exemple le cas du programme Concorde (17 milliards de francs), dont, nous disait-il à l'époque, « *on sait fort bien maintenant qu'il sera arrêté après l'achèvement des 16 appareils prévus.* » L'Histoire semble lui avoir donné raison puisque c'est effectivement ce qu'il s'est passé. Aujourd'hui encore, L'Etat et les collectivités se lancent dans des grands chantiers dont l'utilité en termes d'augmentation du bien-être humain reste à prouver (voir pour certains, c'est la désutilité qui prime). Ces grands travaux sont extrêmement gourmands en temps et en énergie (naturelle et humaine). Cette énergie aurait pu être dépensée dans des projets plus utiles ou tout simplement ne pas être dépensée du tout. Par exemple, imaginons qu'il faille un million d'heures de travail pour un des ces projets (en comptant la fabrication des outils et l'extraction des matières premières, ainsi que les transports). Ne pas les réaliser, c'est économiser un million d'heures, c'est à dire réduire le temps de travail global d'un million d'heures.

Selon le Collectif d'Associations de Défense de l'Environnement (Cade) en Pays Basque, le projet de Ligne à Grande Vitesse (LGV) entre Bordeaux et Hendaye coûterait quelques 4 milliards d'euros. Une somme colossale pour un projet dont l'inutilité pour la collectivité est de plus en plus flagrante. Alors que ses promoteurs font des pieds et des mains depuis plus de dix ans pour présenter la construction de cette nouvelle ligne TGV comme indispensable, une étude menée par des experts suisses et publiée en 2006 montre que de simples aménagements des lignes existantes suffiraient à absorber le trafic prévu par Réseau Ferré de France (RFF) pour 2020. Cette même étude montre aussi que ces prévisions sont largement surestimées (afin de « prouver » l'utilité de leur projet ? On dirait bien..). Face à l'argument selon lequel cette nouvelle ligne permettrait un gain de temps pour les voyageurs pressés, il

suffit de prendre les chiffres présentés par RFF : selon leurs propres chiffres, entre Hendaye et Bordeaux, un train empruntant cette nouvelle voie ne gagnerait qu'une minute par rapport à un train empruntant les voies existantes après aménagement. Dans ces conditions, il est clair que construire cette ligne dévoreuse d'énergie, d'argent, de matières premières, mais aussi d'espace (il faut compter entre 7 et 9 hectares de terrains dévastés pour construire un kilomètre de ligne) constitue ce que l'on peut appeler un gaspillage.

Et les exemples de ce type sont nombreux : les élus locaux qui présentaient la construction d'une voie rapide balafrant la Navarre entre Salies-de-Béarn et Pampelune comme *absolument* indispensable au développement du Pays Basque intérieur (la Transnavarraise. Coût : entre 400 et 900 millions d'euros pour la seule partie située sur le territoire français) se sont rétractés devant la mobilisation populaire. Finalement, ce projet destructeur d'énergie et d'espace, qui allait à l'encontre d'un réel développement d'une économie de proximité, a perdu de sa superbe. Mais la question demeure toujours : comment peut-on parier sur la construction d'une nouvelle route - projet de long terme s'il en est - à l'heure des rapports alarmants du GIEC¹¹ sur le réchauffement climatique, avec bientôt un pétrole à plus de 100 \$ le baril, à l'heure de l'urgence écologique ? Car si dans le cas de la 2x2 voies Transnavarraise l'histoire s'est bien terminée grâce à la mobilisation populaire, il existe de nombreux exemple en France et en Europe de projets pharamineux, tout aussi absurdes, portés par des élu(e)s qui confondent encore bétonnage et progrès, et par des industriel(le)s au mode de pensée « capitalismo-court-termiste »¹².

11 Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat.

12 Oui, il s'agit d'une lapalissade, la réflexion capitaliste est par définition de court terme. Le capitaliste ne voit pas plus loin que le bout de son portefeuille. Dorénavant, nous utiliserons au choix l'un ou l'autre des deux termes.

Et que dire du projet de construction d'un nouvel aéroport international à Nantes ? Peut-être que seule la psychanalyse pourrait nous expliquer l'obstination des dirigeant(e)s à promouvoir une telle entreprise dont l'objectif officiel est le remplacement de l'autre aéroport nantais dont la saturation annoncée pour 2020 au plus tard reste encore à prouver. Ceci d'autant plus que les preuves selon lesquelles le pétrole viendra à manquer d'ici quelques décennies ne sont aujourd'hui plus contestées. Quels avions pourront voler sans kérosène ? La hausse durable du prix du pétrole va aller de paire avec une disparition d'une grande partie des compagnies aérienne, et notamment des low-cost, asphyxiées par des coûts énergétiques de plus en plus élevés. Encore une fois, comment donc peut-on défendre un projet imaginé il y a plus de 30 ans, pensé quand le pétrole était très bon marché et avec des schémas mentaux aujourd'hui complètement obsolètes : ceux d'une planète sans fin, dans laquelle pénurie et pollution n'existent pas, et dans laquelle le « progrès » suffirait à compenser la destruction des 47 000 hectares de terres agricoles et boisées ? Ce nouvel aéroport Notre-Dame-des-Landes coûterait, en plus des dégâts sociaux et environnementaux induits, près de 3 milliards d'euros à la collectivité... Pour rien. *« Gaspiller l'argent : le dépenser follement, inutilement. »*

La relocalisation des productions

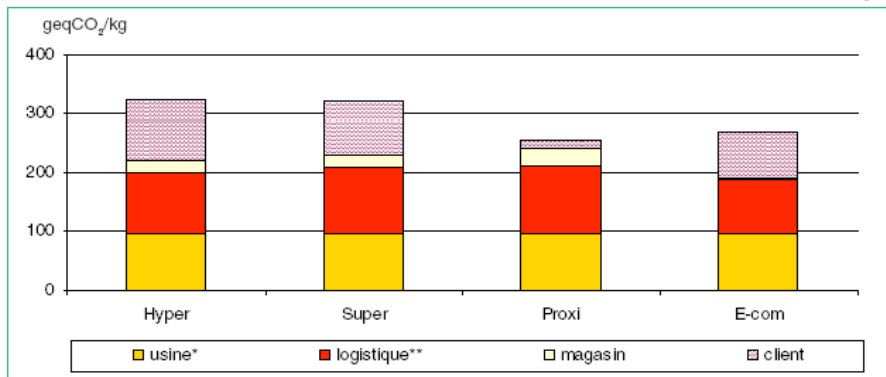
Réduire la production, cela ne veut pas forcément dire manger moins ou s'habiller plus mal. Voici un exemple parmi beaucoup d'autres : une partie des hausses de PIB sont dues à l'augmentation des transports du fait de la concentration des productions (industrialisme) et des points de vente. Le principe de l'industrialisation est de concentrer les travailleurs autour d'une machine (ou d'une usine) afin de profiter des gains de productivité permis par la fabrication en masse. C'est-à-dire que plus d'unités sortent de la machine, plus le coût de chacune des unités diminue. La production industrielle nécessitant d'importants investissements, il faut produire des quantités énormes et les écouler sur le marché sous peine de devenir déficitaire. Cette logique a pu être concrétisée « grâce » au très faible prix des transports, notamment des transports routiers. En effet, nous avons profité pendant des décennies d'un pétrole très bon marché qui permettait aux industriels de concentrer les productions tout en touchant un marché très vaste avec leurs marchandises. Il en est de même pour les points de vente. Le développement des grandes surfaces a permis aux commerçants de faire baisser les prix en jouant sur les quantités achetées puis vendues. Mais de ce fait, c'est aux consommateurs de se déplacer vers les magasins. Autant de voitures en plus sur les routes. Et plus la production est concentrée, plus les transports augmentent, sans pour autant (bien au contraire) assurer à la société une amélioration du niveau de vie.

Prenons l'exemple du yaourt : plus l'usine est grande, plus elle est gourmande en matières premières. C'est-à-dire plus son rayon d'approvisionnement en lait sera grand. Les camions laitiers feront donc d'autant plus de kilomètres. Plus l'usine est grande, plus elle doit écouler de yaourts afin de rentabiliser les investissements de départ et les frais de mise en route des machines. Ainsi, son marché doit être le plus étendu possible. Et les camions qui assurent la livraison des produits finis feront donc d'autant plus de kilomètres. Et enfin, selon le même principe, plus le magasin est grand, plus il se doit de toucher une large population... qui fera d'autant plus de kilomètres pour acheter ses yaourts et ses autres produits alimentaires. Une étude menée sur des yaourts produits et vendus en France (Christophe Rizet (2008), « Bilan énergies et CO2 des chaînes logistiques : l'exemple des produits frais et l'habillement », *Notes de synthèse du SESP N° 168*) montre que la quantité d'énergie consommée pour la fabrication d'un kilogramme vendue en hyper ou en supermarché représente moins d'un tiers de la consommation totale d'énergie nécessaire à sa fabrication et son transport vers le consommateur final (partie la plus claire sur le graphique). Le reste de l'énergie consommée sert à la logistique, à la gestion des stocks dans la grande surface et au déplacement des consommateurs entre leur domicile et le magasin.

Plus généralement, selon l'Insee, le transport intérieur de marchandises a augmenté de 76 % entre 1985 et 2006. Relocaliser les productions, c'est diminuer significativement une consommation superflue d'énergie humaine et naturelle... (nécessaires à la fabrication des machines, à la fabrication des camions, à l'extraction des matières premières énergétiques, au transport de ces matières premières énergétiques, au transport des produits intermédiaires, au transport des produits finis, à l'entretien des infrastructures routières, à la gestion des accidentés de la route, et - il faudra bien y penser un jour - à la gestion des divers déchets et polluants émis...). En tout cas, ce n'est pas se serrer la ceinture...

Consommation énergétique du yaourt selon le type de chaîne logistique source : Christophe Rizet

en $geqCO_2/kg$



Source : Inrets

* poste « usine constant »

** le poste « logistique » englobe le transport et l'entreposage entre le départ usine et l'arrivée magasin

Mais il existe d'autres formes de gaspillages, des dépenses inutiles quotidiennes qui passent plus souvent inaperçues. Dans l'édition, par exemple, il revient moins cher de produire des livres en très grandes quantités et de détruire les invendus (en grandes quantités aussi) que de produire le nécessaire. A Vienne en Autriche, ce sont 2 000 tonnes de pain encore bon qui sont jetés tous les ans, de quoi nourrir la deuxième plus grande ville du pays¹³... Nous nous attarderons néanmoins sur un autre domaine qui nous concerne tous dans notre vie quotidienne : les emballages ménagers. Une grande partie des produits que nous consommons sont emballés, parfois plusieurs fois (pensez à la boîte en carton puis au sachet de plastique qu'il faut ouvrir pour avoir accès à certaines céréales). L'emballage, en soi, n'est pas nécessairement une mauvaise chose. En effet, il semble difficile de transporter un liquide quelconque sans contenant. Mais il y a problème quand non seulement une grande partie de ces emballages sont inutiles

¹³ Erwing Wagenhofer, *We feed the world : le marché de la faim*, éditions Montparnasse, 95 min, 2007.

(soit le carton, soit le plastique de nos céréales de tout à l'heure), ou encore utilisables une seule fois (le carton et le plastique de ces mêmes céréales). Pour dire les choses autrement, il y a problème lorsque un objet (qui, rappelons-le, est produit par le travail et la consommation de matières premières et d'énergie) est mis aux ordures après une seule utilisation, et surtout si celle-ci est... inutile. Il s'agit là encore d'un cas de gaspillage. *Rien à voir avec notre aéroport de tout à l'heure*, diront certains. Sauf qu'il ne s'agit pas d'un ou deux emballages, mais de plusieurs milliards qui sont ainsi produits et jetés tous les ans. En 2006, selon l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (Ademe), ce sont 4,4 millions de tonnes de déchets d'emballages ménagers qui ont été produits en France¹⁴ (sur un total de 22 millions de tonnes de déchets ménagers). Les coûts pour la collectivité sont énormes : extraction des matières premières, production, transports, puis en bout de chaîne gestion des déchets. Car même si le recyclage a tendance à se développer, cette pratique reste gourmande en énergie naturelle et humaine. Ainsi, dans certains cas, le tri et le recyclage constituent aussi des gaspillages, des dépenses que l'on pourrait éviter pour préserver la force des travailleurs et les ressources naturelles¹⁵. En 2005, l'ensemble des déchets d'emballage (ménagers et professionnels) représentait un gisement de 12,4 millions de tonnes.

Crise sociale et crise écologique sont indissociables, nous dit l'économiste Jean-Marie Harribey¹⁶. En effet, parce que le capitalisme a besoin de toujours plus (de constructions, de

14 4,8 millions de tonnes selon le Centre National Indépendant d'Information sur les Déchets (Cniid) qui se base sur des données produites par Eco-emballage. Si ce chiffre est exact, il n'y aura pas diminution historique du tonnage, comme l'annonce l'Ademe, mais au contraire augmentation. Nous ne discuterons pas ici de cette évolution, ce qui nous importe étant d'avoir une idée globale de ce que nous rejetons.

15 Nous sommes néanmoins aujourd'hui de fervents partisans du tri sélectif et du recyclage.

16 Jean-Marie Harribey (2002), *La démence sénile du capitalisme*, Paris, Editions du Passant.

travail, d'achats...), il est un système qui gaspille à la fois du temps et de l'énergie humains et de l'espace naturel dans lequel nous évoluons. Ainsi, l'opposition à la logique du *travailler plus* doit passer par l'opposition à ces projets complètement fous et démesurés ou à ces gaspillages de tous les jours. Inversement, l'opposition à de tels projets pharaoniques ne peut se passer d'une réflexion sur la logique du capitalisme et de son corolaire, la promotion du travail à *tout prix*.

c. Augmenter la durabilité des objets produits

Les dépenses de consommation des ménages (des foyers) représentent plus de la moitié du PIB français (55 % en 2006). C'est-à-dire que cette partie de production sert aux divers achats de la population. Achats de biens alimentaires, de loisirs, de produits d'hygiène, ainsi que de biens dits « durables ». Ceux-ci sont définis ainsi s'ils sont acquis pour une durée de plus d'un an. On pense donc ici aux appareils électro-ménagers, aux meubles, aux divers véhicules, etc... Or, la plupart de ces objets, s'ils correspondent à la définition officielle de la durabilité, ne sont pas vraiment faits pour... durer. Une petite explication s'impose.

Selon l'Insee, en 2006, 99,6 % des foyers possédaient un réfrigérateur (ou encore 97 % une télévision couleur). La part des foyers non équipés est extrêmement minime. Sans poser la question du bienfait de tels objets, nous pouvons penser qu'il s'agit là d'un progrès. Imaginez maintenant que vous êtes fabricant de réfrigérateurs ou de téléviseurs, et que, consciencieux, vous avez équipé tous ces foyers de telles machines réellement solides et construites pour durer non pas 5 ou 10 ans, mais plusieurs dizaines d'années (ce qui créerait un bien-être supérieur pour la société, et serait parfaitement réalisable ; pensez aux ustensiles des plus âgés d'entre nous qui se transmettent de génération en génération). Le marché

français serait alors saturé, et il vous faudrait mettre la clé sous la porte du fait de la diminution des ventes, puis attendre quelques paires d'années avant que les biens vendus non seulement tombent en panne, mais en plus soient irréparables et inutilisables. Le turn-over serait si faible que vos clients se feraient de plus en plus rares. Ainsi, plus la durée de vie des objets produits augmente, plus leurs ventes diminuent. Et donc la proposition que nous faisons ici d'augmenter cette durée de vie présente aujourd'hui un énorme contre-sens économique. Dans un système capitaliste, on ne produit pas pour l'utilité d'un objet, mais pour le profit réalisé lors de sa vente. Un entrepreneur qui n'a pas cette logique en tête ne peut faire vivre longtemps son entreprise. Dans un système capitaliste, la finalité de la production est la recherche du profit. Pour en revenir à nos réfrigérateurs et téléviseurs, puisqu'il est dans la logique même de notre système économique de vendre toujours plus, il est nécessaire de faire en sorte que les consommateurs achètent toujours plus. C'est une logique sans fin et qui doit être entretenue. On peut citer deux manières de pousser à l'acte d'achat :

- jouer sur la durée de vie des matériaux
- jouer avec les désirs des consommateurs

Diminuer le niveau de production, c'est aussi se donner les moyens d'enrayer ce cercle vicieux. Encore une fois, cela ne veut pas dire se serrer la ceinture ou revenir au temps des longues heures passées par les femmes au lavoir du village. Prenons par exemple une famille (ou les familles d'un immeuble) dont le revenu lui permet d'acheter un lave-linge tous les 25 ans. Si son lave-linge tombe en panne au bout de 10 ans, elle se trouverait plus pauvre que dans une société qui lui permettrait de n'acheter un lave-linge que tous les 25 ans, mais qui durerait effectivement 25 ans. Et aux deux manières de pousser le consommateur à l'acte d'achat, nous opposons deux manières de diminuer le niveau de production sans faire baisser notre niveau de bien-être :

- Augmenter la durée de vie des matériaux :

Dans une société dans laquelle on produirait seulement pour l'utilité que procure un objet (et non pour le profit que l'on retire par sa vente), on pourrait se concentrer sur la durée de vie des matériaux. Produire des objets plus solides permettrait de produire moins. Prenons un autre exemple : les ordinateurs. L'organisation à but non lucratif One Laptop Per Child (OLPC) a créé un ordinateur à très bas coût destiné à être vendu aux gouvernements de Pays pauvres et distribué aux enfants les plus défavorisés. Conçu afin de réduire la fracture numérique dans le monde, cette machine est à la fois simple, robuste et permet une grande souplesse d'utilisation. Elle est notamment faite pour résister au soleil, au sable, ou à de longs transports tout en nécessitant un minimum de réparations (voir pas de réparation du tout). En cas d'autonomie prolongée, une manivelle permet même de produire l'énergie nécessaire à 10 minutes d'utilisation. Selon OLPC, malgré son faible prix (aujourd'hui 140 \$ US) et sa simplicité, l'ordinateur a peu à envier à ses homologues à 800 \$. Ainsi, on pourrait très bien imaginer que tous nos ordinateurs soient fabriqués selon ce même modèle, dont les principales caractéristiques sont la simplicité d'utilisation et la solidité, donc une plus grande durée de vie¹⁷. Caractéristiques dont on pourrait faire des normes de fabrication et qui pourraient permettre à chacun de modifier les performances de sa machine en fonction de ses besoins et du progrès technique en ne changeant par exemple que les pièces obsolètes, ou en adaptant les logiciels en fonction des avancées de la communauté des logiciels libres.

Pourtant, aujourd'hui, la logique dominante en la matière est bien loin de cette idée de durabilité : batteries qui s'épuisent au bout de quelques années, écrans

¹⁷ Actuellement, le rythme de renouvellement des ordinateurs serait de 3 ans (*Challenges* n°132, 10 juillet 2008)

extrêmement fragiles, impossibilité d'effectuer de réparations soi-même sur son portable, ou encore incompatibilité volontaire entre les marques ou modèles différents qui entraîne d'énormes gaspillages dès que l'on égare l'une ou l'autre des pièces d'un ordinateur. De la même manière (nous entrons pourtant ici dans le monde de l'immatériel), la logique capitaliste des grands fournisseurs de logiciels informatiques entraîne d'immenses gaspillages. En effet, en bloquant l'accès aux codes sources de leurs produits, ils empêchent toute amélioration de ces outils par les utilisateurs, et les incitent à acheter toujours plus de nouveaux logiciels au prix fort s'ils veulent améliorer les performances des machines. Au contraire, en permettant un accès libre aux codes sources de leurs produits, les créateurs de logiciels libres (type Linux) permettent à chacun de « bricoler » sa machine et de l'adapter au mieux à ses besoins, sans forcément être obligé de toujours acheter plus. La logique est toujours la même chez les fabricants de biens électro-ménagers ou de tout autre bien « durable » : pensez à la cafetière que vous avez dû jeter car la petite pièce qui a cassé ne se vend pas séparément ; pensez au téléphone portable que vous avez dû racheter car le chargeur que vous avez perdu ne se vend plus ; à la voiture qui a fini à la casse parce que « ça coûte plus cher de réparer » ; ou à la paire de chaussures dont la semelle se décolle au bout d'un an... Les exemples de ce type sont nombreux et touchent en fait tous les domaines.

- Stop la pub :

Un autre moyen de provoquer l'acte d'achat chez le consommateur est de jouer non pas avec la durée matérielle d'un bien, mais avec sa durée sociale. Il s'agit de faire vieillir artificiellement un objet avant même que celui-ci ne perde en qualité physique. Pour cela, le capitalisme

dispose d'un outil terriblement performant : le marketing, dont l'objectif est de créer une image autour d'un modèle spécifique d'un produit quelconque. Pour cela, les spécialistes doivent connaître leur public, choisir une ou des cibles et jouer avec leur imaginaire pour faire de ce produit le produit dont ils ont besoin et qui leur apportera bonheur et satisfaction... pour un temps. En effet, rappelons-nous que nous cherchons ici des moyens d'accélérer la fréquence des ventes afin de permettre la croissance. Ainsi, si le marché que je vise est saturé, et qu'il n'est plus possible de jouer avec la durabilité des objets, je peux créer de toute pièce un nouveau marché pour mes produits. Pour cela, je dois faire naître chez les consommateurs de nouveaux besoins qu'ils doivent satisfaire sous peine d'une frustration d'autant plus grande que ce que je propose est à portée de main et de portefeuille (et oui, n'oublions pas que je produis en masse. Et sinon, les banques sont là pour vous faire un crédit à la consommation...). Comme mes concurrents font de même, je me dois d'être à la pointe dans ce domaine et toujours avoir un temps d'avance sur eux et sur la réaction de mon public-cible. De ce fait, le marketing a pour fonction d'accélérer l'obsolescence des marchandises, et entraîne pour les entreprises le besoin vital d'investir dans le marketing afin d'aller encore plus vite dans l'accélération de l'obsolescence. On entre alors dans une spirale sans fin. Selon le philosophe André Gorz, cette accélération de l'obsolescence « *oblige les firmes à inventer continuellement des besoins et des désirs nouveaux, à conférer aux marchandises une valeur symbolique, sociale, érotique, à diffuser une 'culture de la consommation'...* ». Le marketing se distingue de la communication dans ce sens qu'il crée d'abord un besoin auquel il propose immédiatement une réponse. Il s'agit de faire rêver le consommateur, de lui faire entendre qu'il pourrait être plus heureux si seulement il acquerrait le nouveau modèle qu'on lui propose. Bonheur éphémère, puisque rapidement, moi ou un de mes concurrents le sollicitera encore avec un nouveau produit. Nouveau bonheur qu'il ne peut atteindre

sans mettre la main au portefeuille. Le marketing a pour fonction de créer un manque qu'il se propose de combler. Il creuse des trous pour mieux les reboucher. En fait, le marketing, notamment par le biais de la publicité nous relance constamment, à longueur de journée, chez nous, au travail, dans les transports... Selon la journaliste Naomi Klein, en 1998, « *les dépenses publicitaires mondiales étaient estimées à 435 milliards de dollars* »¹⁸. Pour comparaison, il faut savoir que le montant total de l'aide publique au développement était de 107 milliards de dollars en 2005¹⁹. Les techniques du marketing sont nombreuses. Il ne s'agit pas ici de toutes les analyser, mais d'en comprendre le mécanisme de base : un trou (un manque) – de quoi remplir le trou (un produit mieux que celui des autres, et mieux que celui que je vous avais vendu la dernière fois).

La magie du marketing est aussi d'arriver à créer un imaginaire autour d'une marque, pour faire que les consommateurs y associent spontanément une idée (heureuse). Ainsi, un t-shirt Nike n'est plus un simple t-shirt, c'est un ensemble de valeurs, un esprit, que les publicistes de la marque s'efforcent à coup de milliards de dollars de nous faire intégrer. On n'achète plus un t-shirt Nike parce qu'il habille bien, ni forcément parce qu'il est joli, ni pour ses qualités physiques (et encore moins éthiques), mais pour tout ce que le swoosh (le célèbre logo) représente dans l'imaginaire de ses adeptes: la passion du sport, une certaine « classe ». Les publicistes voient alors leur pouvoir incitatif sur les consommateurs augmenter d'autant. Et la qualité sociale du vêtement étant complètement déconnectée de sa qualité technique, le prix d'achat d'un tel objet sera sans commune mesure avec son prix de production. C'est ainsi que de nombreuses multinationales essayent de devenir des « entreprises sans usine ». En effet, en sous-traitant au maximum la production, elles n'ont plus

18 Naomi Klein (2000), *No logo*, Toronto, Alfred A. Knopf.

19 L'Humanité du 28 juin 2007.

qu'à gérer la communication autour de la marque... et à empocher l'argent que les consommateurs sont prêts à dépenser pour se payer une image et du rêve. Un rêve soigneusement entretenu par le marketing et ses apôtres.

Ainsi, les marques, et le marketing plus généralement, ont un pouvoir énorme sur les consommateurs. Parce qu'ils répondent à un besoin, les produits qu'ils vantent sont utiles. Mais parce qu'ils répondent à un besoin créé de toutes pièces, ces produits ont une utilité « inutile », et de ce fait, le marketing est source d'immenses gaspillages (dans un sens, une drogue aussi répond à un besoin – celui du dépendant, et devient donc utile. Mais elle satisfait un manque que sa propre consommation a entraîné. De même, remplir un trou que je viens de creuser est utile si je n'aime pas les trous). Le premier de ces gaspillages est induit par la hausse de la consommation qu'elle entraîne. Hausse de consommation du fait de la fréquence élevée des achats de consommateurs constamment insatisfaits. Mais aussi, parce qu'en déconnectant le prix de vente d'un objet de la valeur créée par les travailleurs qui l'ont produit (les ouvrier(e)s de l'usine sous-traitante de Nike), les grandes firmes incitent des consommateurs à dépenser des sommes colossales pour l'achat du droit à porter un symbole²⁰. Et alors quand ce fameux symbole est inscrit sur un objet qui n'est pas fait pour durer...

Une autre source de gaspillage lié au marketing est tout simplement le marketing en lui-même et les dépenses qui lui sont consacrées. Par exemple, selon une étude du « *New England Journal of Medicine* » citée dans le journal « *Les Echos* » du 17 août 2007 : « *les dépenses publicitaires et*

20 « *On est allé au terrain de jeu et on a largué les chaussures. C'est incroyable. Les jeunes perdent la boule. C'est là qu'on réalise l'importance de Nike. Les jeunes vous disent que Nike occupe la première place dans leur vie – la deuxième va à leur copine.* » Aaron Cooper, concepteur de Nike à propos d'une étude de marché dans un quartier pauvre de New York. Cité par Naomi Klein dans *No logo*.

marketing affectées aux produits pharmaceutiques ont triplé en l'espace d'une décennie pour atteindre 30 milliards de dollars par an [en 2006] (...) une somme équivalente à celle consacrée à leurs dépenses de recherche et développement.» Ces sommes considérables, encore une fois, auraient pu être consacrées à d'autres projets, ou bien auraient pu ne pas être dépensées du tout. Surtout s'agissant de pharmacie, on peut se demander quelle est l'utilité réelle de telles campagnes de publicité, si ce n'est la croissance et le profit. On touche ici l'aberration du système capitaliste : alors qu'un produit existe et répond à de réels besoins humains, des sommes considérables sont dépensées non pas pour diffuser cette nouveauté à tous ceux qui en auraient besoin, mais pour la vendre à ceux qui ont les moyens de la payer, même s'ils n'en ont pas toujours besoin. Ce sont ces mêmes industries pharmaceutiques qui vont dépenser une énergie incroyable (frais de justice, communication,...) pour empêcher ceux qui ne peuvent payer de se procurer sous forme de médicaments génériques les produits qu'elles ont découverts. Un système dans lequel le profit prédomine sur l'utilité, c'est-à-dire dans lequel l'argent a plus d'importance que la vie humaine, est un système qui marche sur la tête, qui ne tourne pas rond. En 2005, selon le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, les entreprises manufacturières françaises (hors producteurs d'énergie) ont dépensé 18,2 milliards d'euros en frais de marketing en 2005, avec près de 10 milliards pour les seuls industriels de l'agro-alimentaire. Pour comparaison, l'ensemble des entreprises françaises ont, la même année, versé 10,5 milliards d'euros au bénéfice de la formation continue des salarié(e)s²¹.

Enfin, le marketing, parce qu'il repose encore beaucoup sur des supports matériels, est source de nombreux gaspillages de matières premières, de temps et d'énergie.

21 Source : Dares

Ainsi, selon l'Ademe, les courriers non adressés distribués dans les boîtes aux lettres (prospectus, catalogues publicitaires, journaux gratuits,...) représentent chaque année près de 1 million de tonnes de déchets. Nous avons déjà vu quels pourraient être les impacts d'une suppression de tels gaspillages sur la question du travail et de l'environnement.

Ainsi, par les dépenses qu'il entraîne, mais aussi et surtout par sa finalité même, qui est de pousser à l'acte d'achat, le marketing joue un très grand rôle dans la course à la croissance. Dire stop à la pub, c'est lutter contre un des fondements, un des principaux moteurs du capitalisme. Sans le marketing, sans cette formidable capacité à créer des besoins pour mieux les satisfaire, notre système économique ne pourrait fonctionner bien longtemps. Le marketing est donc utile... mais seulement pour le fonctionnement d'une économie basée sur la croissance. Sans la publicité, l'imaginaire serait libéré de ces rêves de consommation, de ces chansonnettes qui trottent dans nos têtes, l'espace serait libéré de la pollution visuelle que constituent les panneaux d'affichage, le temps serait consacré à la recherche du plaisir et non du profit, et les objets auraient une valeur en eux-mêmes, débarrassés qu'ils seraient de leurs écussons qui coûtent aujourd'hui un temps monstrueux et une énergie incroyable (imaginez les publicistes, hommes et femmes qui ont reçus des formations de pointe, affairés dans une activité créatrice de bien-être plutôt qu'à vendre du rêve au prix fort...). Ainsi, acquis pour ce qu'ils valent plutôt que pour ce qu'ils représentent, et non vieillissent prématurément, les objets verraient leur durée de vie rallonger. La production diminuerait d'autant. Libérés de la pression de la publicité, les consommateurs se procureraient des biens seulement lorsqu'ils en sentiraient le besoin. La production diminuerait d'autant. Libérés du diktat des marques, ces mêmes consommateurs ne sacrifieraient pas leur temps au travail dans le seul but de se payer du rêve et une image de marque. La production diminuerait d'autant.

- Diminuer la production, mais de combien ?

Si tous les habitants de la planète consommaient comme un français moyen, c'est trois planètes qu'il faudrait. Cette situation est insupportable et il nous faut revenir à un niveau de consommation de biens matériels plus léger, et tout simplement soutenable. La France a, selon des économistes, passé « le cap » d'une planète dans les années 1960. Ainsi, c'est à un niveau de production de cette période qu'il semble falloir revenir. Or, on sait que le PIB de la France était en 1965 trois fois inférieur à celui de 2006. Si l'on prend en compte l'évolution de l'intensité énergétique du PIB que la France a connue depuis 1965, et pour nous laisser une marge de manœuvre, nous proposons de diviser le niveau de production par deux. En effet, comme il faut dorénavant moins d'énergie pour produire une unité de PIB (du fait notamment du progrès technique), on peut imaginer qu'il est possible de produire un peu plus qu'en 1965 tout en respectant les limites de la planète. Ainsi, il serait possible de diviser le temps de travail global par deux. Le temps de travail passerait alors à 19,5 milliards d'heures.

II. Transformer une partie du travail socialisé en travail privé

a. Le travail, un fait ambivalent

Il faut distinguer plusieurs types de travaux. Travail salarié, travail à son compte, travail ménager, loisir, art,... Les manières de produire la richesse sociale sont variées. Prenons par exemple une table. Si vous avez besoin d'une table, vous pouvez l'acheter au grand magasin près de chez vous. Si vous êtes salarié(e), vous l'achèterez avec une partie de l'argent que vous avez gagné au travail auprès d'un vendeur lui-même salarié. Vous pouvez aussi l'acheter à un artisan menuisier travaillant à son compte. Une autre manière d'obtenir une table est de la fabriquer soi-même. Si vous n'êtes pas bricoleur/se, ce travail vous sera pénible mais vous aurez néanmoins un bien produit par vous-même. Ou peut-être encore que la menuiserie est votre passion. Dans ce cas-là, vous mettrez tout votre cœur à l'ouvrage et cette table sera votre fierté. Vous pouvez aussi en faire une œuvre d'art si cela vous chante...

Ainsi, un même bien peut être obtenu de différentes manières. Et selon la manière dont vous l'acquérez, il aura différentes valeurs pour vous : une valeur économique, une valeur sentimentale,... Peut-être aussi qu'il y aura un peu de vous dans cette table, et qu'il sera important de la léguer à vos descendants... Bref, le travail n'est non seulement pas unique, mais il est aussi porteur d'une ambiguïté. Prenons le travail salarié : à la fois intégrateur (toutes les enquêtes sociologiques montrent que perdre son emploi, c'est perdre plus que son salaire, c'est perdre aussi son identité sociale), il est aussi destructeur de santé (...), voleur de temps, de rêve, et parfois de vie. Et parce que le travail est tout ça à la fois, il est difficile, voire impossible d'en faire une typographie. Pourtant, ici, pour l'exercice, nous allons différencier plusieurs types de travaux : le travail contraint, le travail libre, le travail socialisé, et le travail privé.

Le *travail contraint* est celui nécessaire au fonctionnement de la société. Se nourrir, se protéger du froid, dormir,... sont des actes nécessaires à la vie humaine et qui nécessitent une certaine quantité de travail (même si c'est pour cueillir des mûres dans la forêt). Parce que les besoins sont différents d'une région ou d'une époque à l'autre, il n'est pas possible de lister les travaux contraints. Ainsi, ce qui paraît indispensable à un(e) occidental(e) du XXI^{ème} siècle peut sembler bien futile à un(e) nomade africain(e) du XVIII^{ème} siècle. La question de l'utilité et de la futilité n'est pas la notre ici, et nous ne nous positionnerons pas ce sujet, dans la limite où les droits de tous les humains sont respectés²². Nous appelons donc travail contraint l'ensemble des travaux qu'une société pense indispensable à son fonctionnement. Souvent, ce travail est pénible, fatiguant et aliénant.

Le *travail libre* est celui qui ne répond à aucun impératif physiologique. C'est celui auquel on s'adonne lorsque nos besoins vitaux sont satisfaits. On peut par exemple penser au citoyen de la Grèce antique qui philosophait ou participait aux débats politiques, à l'aristocrate de la France de l'Ancien régime qui pouvait se consacrer à l'art ou à la science, ou encore à notre passionné(e) de menuiserie qui prend sur son temps libre pour fabriquer une table pour le seul plaisir de manipuler le bois et de créer un bel objet. On le voit, travail libre n'est pas une simple occupation dont l'utilité pour celui qui la pratique et pour la société est nulle. C'est une forme de travail valorisante (pensez aux philosophes grecs que l'on connaît aujourd'hui mieux encore que nos penseurs contemporains) dans laquelle l'individu se réalise et s'épanouit.

Le *travail socialisé* est celui qui est organisé publiquement. C'est-à-dire dont les modalités sont connues (ou en tout cas sont sensées être connues) de tous et dont

22 Par exemple, les droits des générations futures sont-ils respectés quand nous laissons à leur charge la gestion des déchets nucléaires dont nous ne savons que faire ? Les droits des habitants des pays du Sud sont-ils respectés lorsque notre développement se base sur une surconsommation d'énergie et de matières premières ?

la gestion se fait par une institution sociale, que ce soit une assemblée démocratique, le marché, un chef tyrannique ou encore un Etat. C'est ici un ou une représentant(e) de la société dans son ensemble qui prend les décisions dont les règles sont accessibles à tous/toutes. Le travail socialisé est issu de la division du travail et est composé dans nos systèmes capitalistes de l'ensemble des tâches réalisées dans le cadre du marché du travail (ou des biens et services dans le cas de l'artisanat). C'est celui qui aujourd'hui donne droit à une rémunération.

Le *travail privé* est celui qui est géré par un individu seul ou un groupe d'individus. Les règles qui en définissent le fonctionnement ne valent que pour ce sous-ensemble et ne sont connues que par ses membres.

Ainsi, le travail contraint peut-être social ou privé. Prenez par exemple les tâches ménagères, nécessaires au fonctionnement de la société. Vous pouvez faire le ménage vous-même ou organiser des tours de travail entre tous les individus qui vivent sous le même toit. Dans ce cas là, il s'agit de travail contraint privé. Celui-ci peut être tout à fait aliénant et très pénible, comme lorsque par exemple il est laissé entièrement à la charge de la femme dans le ménage²³. Certains peuvent faire appel à une aide ménagère en passant par le marché du travail. Dans ce cas là, les conditions de travail ainsi que sa rémunération se font selon les règles de ce marché particulier. Règles connues de tous et mises en place par les élu(e)s et représentants de la société. Si dans un cadre privé vous vous sentez lésé(e) dans le partage des tâches, vous devez vous arranger avec les autres membres du groupe. Si votre employé(e) se sent lésé(e), il/elle peut se tourner vers une

23 Ainsi, selon bon nombre d'auteurs inspirés par les travaux de Marx et Engels, l'exploitation des travailleurs par les capitalistes n'est possible que grâce à l'exploitation des femmes par les hommes. Femmes qui, si elles ne s'épuisent pas à l'usine, s'épuisent au sein de leur propre foyer, occupées au fonctionnement du ménage.

instance publique (par exemple les prud'hommes).

Voici pour résumer un tableau représentant l'ensemble des tâches citées ci-dessus :

TRAVAIL	<u>Socialisé</u> (géré au niveau de la société dans son ensemble)	<u>Privé</u> (géré au niveau d'un groupe réduit)
<u>Contraint</u> (nécessaire au fonctionnement de la société)	Menuisier ou employé(e) de maison salarié(e)	Tâches ménagères effectuées par les membres du foyer.
<u>Libre</u>	Fonction politique non rémunérée (conseiller(e) municipal(e), par exemple)	Menuisier amateur (et passionné)

b. Diminuer le travail contraint socialisé

Ce que nous proposons ici, c'est de diminuer le temps de travail contraint socialisé. C'est en effet celui qui est le plus pénible, et surtout le plus aliénant. L'industrialisation et la division des tâches à outrance ont permis des gains de productivité énormes et donc l'accès pour (presque) tous à des biens jusqu'alors réservés à une certaine élite. Mais, ce même processus a rendu le producteur étranger aux fruits de son travail. C'est ce que Marx a appelé l'aliénation : la machine, créée par le travail humain devient étrangère au travailleur, puis finit même par lui imposer ses contraintes et son rythme. Ainsi, le travailleur devient une marchandise au service du capital qu'il ne maîtrise plus (on pense ici à Charlie Chaplin dans *Les temps modernes*, une des plus belles illustrations de l'aliénation et de l'exploitation des travailleurs).

Même si l'on pense qu'une autre organisation de la production (produire des biens pour leur utilité et non pour le

profit que leur vente permet de réaliser) aurait des effets bénéfiques sur les conditions de travail, il reste que le travail contraint restera en partie pénible et aliénant. Diminuer le travail contraint socialisé, c'est tout d'abord en transformer une partie en travail privé.

Pourquoi ? Parce que cette transformation permettrait de partager le travail pénible et permettrait à chacun de se réapproprier une partie du temps consacré aux besoins primaires. Ainsi, la charge physique et mentale serait moins lourde puisque concrètement diminuée. Mais aussi car elle serait alors supportée par l'individu (ou le groupe d'individus) qui pourrait en maîtriser (au moins partiellement) les tenants et les aboutissants. Prenons l'exemple du pain. Alors que l'ouvrier de l'usine agro-alimentaire est soumis au rythme et à la pénibilité de la machine, et que le boulanger est contraint à des horaires chargés pour assurer sa production, on pourrait imaginer qu'en dotant chaque foyer d'un four spécialisé, on puisse diminuer d'autant le travail contraint de notre ouvrier et de notre boulanger. Ce dernier pourrait en plus se consacrer à un travail plus spécifique : celui de l'art culinaire, par exemple (pâtisseries...). Bien sûr, pour que chaque foyer soit équipé de fours spécialisés, il faut qu'un système de production de ces machines soit mis en place. Ici donc, un travail socialisé semblerait nécessaire pour profiter des gains de productivité. Mais il serait quand même possible de « privatiser » une partie au moins de la production de ces machines en rendant par exemple leur entretien accessible au plus grand nombre. Cette proposition va de pair avec celle concernant la durabilité des biens. Rendre les machines réparables, c'est-à-dire permettre à chacun de réparer au maximum ses propres machines (dans la mesure où cela reste relativement simple), c'est diminuer le temps de travail concret socialisé, c'est-à-dire celui consacré ici à la réparation des machines des autres, pressé par des impératifs qui ne sont pas ceux du travailleur (puisque ce sont ceux du « client »). De plus, maîtriser sa production (ici de pain), c'est se réapproprier son

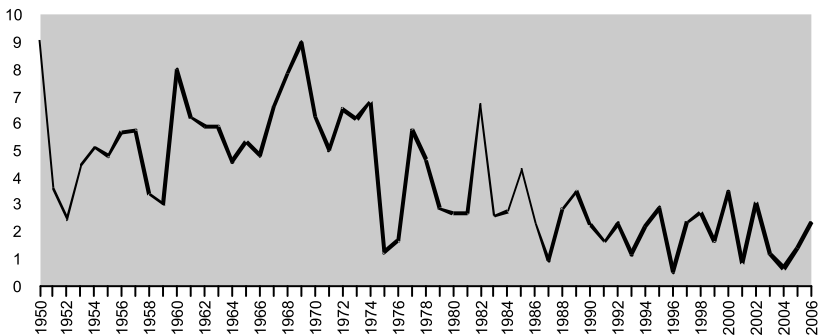
corps et sa vie en connaissant au maximum les ingrédients qui entrent dans la composition de notre alimentation ou les éléments qui constituent une machine. Maîtriser au maximum son temps de travail contraint, c'est atténuer la rupture entre divers phases d'activité. Aujourd'hui, la rupture est de plus en plus brutale entre temps de travail aliénant (temps soumis au capital) et temps de loisir aliéné (basé sur la surconsommation de biens et services... Temps soumis aussi au capital). D'une séparation nette entre temps de simple production soumis à des contraintes extérieures à soi et temps de simple consommation (souvent soumis à des contraintes extérieures à soi), on pourrait passer à un temps plus « complet » dans lequel l'individu pourrait réaliser plus pleinement son humanité : produire le nécessaire à sa vie en fonction de ses propres besoins en étant au maximum maître de lui-même, de sa vie.

Il ne s'agit pourtant pas là d'une révolution que nous proposons, où en tout cas, pas dans les faits, mais plutôt (et c'est bien la première fois), d'un retour en arrière. En effet, nous nous plaçons en opposition par rapport au mouvement actuel qui tend à marchandiser chaque geste de la vie. Si à court terme cette tendance a pour effet de créer des emplois dont nous connaissons les effets bénéfiques dans cette situation très particulière qu'est le capitalisme, on peut se demander quelle est la limite de ce système et de cette idéologie. Serons-nous plus heureux et plus riches en donnant une valeur marchande à chaque geste que nous effectuons ?

Parce qu'il est impossible de dire aujourd'hui ce qu'une société décidera de socialiser comme travail, et que cette proposition rejoint sur beaucoup de points la première, nous allons limiter son effet dans notre exercice, et lui attribuer une diminution du temps qui sera plus symbolique que réaliste. Disons, pour ne pas prendre de risque, qu'il serait alors possible de diminuer le temps de travail contraint socialisé (le plus pénible et le plus aliénant) de 10 %. On arriverait à un volume annuel de travail contraint socialisé d'environ 18 milliards d'heures.

III. Augmenter la productivité

Entre 1965 et 2000, la productivité par tête en France a été multipliée par 2,5. Cela veut dire qu'en un temps donné, chaque travailleur produit en 2000 deux fois et demi plus vite qu'en 1965. Par exemple, si dans une journée de huit heures un ouvrier peut fabriquer deux tables, il pourra en fabriquer 5 dans la même journée en 2000. Mais on peut effectuer le raisonnement inverse et se dire que notre ouvrier n'aura besoin en 2000 que de 3 heures et demi pour fabriquer ces deux tables.



Evolution de la productivité horaire en France

évolution par rapport à l'année précédente en %

source : Insee

Si aujourd'hui les gains de productivité sont plus faibles, ils se cumulent néanmoins d'année en année. Donc, même faibles, des gains de productivité annuels amènent au bout d'un certain temps à de grands progrès au niveau de la production. Imaginons que dorénavant les gains de productivité soient entièrement consacrés à la réduction du temps de travail. Si ceux-ci sont de 1% par an, ils permettraient en 10 ans de diminuer le temps de travail de

10%, soit de 3 heures et demi toutes les semaines par travailleur aujourd'hui, sans que la production n'en souffre.

La question des gains de productivité est épineuse. En effet, puisqu'ils permettent de produire plus avec autant de travailleurs, ou autant avec moins de travailleurs (et permet ainsi de licencier sans que le niveau de production ne s'en ressentent), ils sont fortement recherchés par les capitalistes qui n'hésitent pas à sacrifier le bien-être et la santé des travailleurs pour les obtenir. Ainsi, augmentation de l'intensité au travail, stress, dégradation des conditions de travail sont courants aujourd'hui dans un modèle de production basé sur le juste-à-temps et la limite au maximum des stocks. Pour ne prendre qu'un exemple, les sociologues Stéphane Beaux et Michel Pialoux ont passé près de 17 ans à Montbéliard afin d'analyser les transformations de la condition ouvrière dans les usines Peugeot de Sochaux²⁴. Ils ont observé une transformation radicale de l'organisation de la production à partir du début des années 1990. Sous couvert d'une plus grande autonomie laissée aux travailleurs sur la chaîne, la direction a favorisé l'ajustement des productions aux flux de la demande, en faisant peser sur les salariés du bas de l'échelle le poids de la flexibilité, sans que ceux-ci puissent bénéficier d'une réelle autogestion du temps de travail. De même, en profitant d'un déménagement des lignes de montage dans de nouveaux locaux, la maîtrise a augmenté les cadences tout en diminuant les effectifs et en faisant appel à de plus en plus d'intérimaires, personnel malléable à souhait du fait de la pression du chômage qui pèse sur eux, et extrêmement peu protégé (socialement comme physiquement). Les auteurs ont noté une désintégration du groupe ouvrier : perte des liens de solidarité, stress et pressions accrus pour l'ensemble des travailleurs de la chaîne, peurs et incertitudes concernant

24 Stéphane Beaud et Michel Pialoux (1999), *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard.

l'avenir, baisse de l'estime de soi... Les travailleurs qu'ont rencontrés et observés Stéphane Beaud et Michel Pialoux payent cher le prix des gains de productivité et des hausses des profits recherchés par la direction de l'usine. Pourtant, nous pensons qu'il est possible d'augmenter les gains de productivité tout en respectant les conditions de travail des salariés, et même *par* le respect de ces conditions de travail²⁵. Cela passerait par deux moyens :

a. Mettre à profit la diminution du temps de travail

Reprenons un point technique : la productivité est le rapport entre un niveau de production et un temps donné. Elle peut être abordée de diverses manières. Nous avons vu plus haut la productivité par tête : combien un ouvrier produit-il de tables en un an ? Ou bien, combien faut-il de temps à un ouvrier pour produire une table ? En fait, on peut aussi analyser la productivité en abordant son évolution dans le temps. On parle alors de productivité horaire d'un travailleur. Différentes études ont montré que sur un temps de travail relativement long, la productivité des dernières heures travaillées était plus faible que celle des premières²⁶. Si je travaille plus, mon niveau de production total augmente, mais pas proportionnellement à l'augmentation du temps de travail. Ceci s'explique facilement : la routine, l'ennui, la fatigue nerveuse ou physique font que l'on est moins performant après 6 heures de travail qu'après 1 heure.

25 Selon l'économiste Jean-Marie Harribey, « *la poursuite des gains de productivité n'est admissible socialement et écologiquement (...) que si et seulement si il n'y a pas d'intensification du travail, il n'y a pas de chômage, la ponction sur les ressources naturelles et les dégâts apportés à l'environnement diminuent...* »

26 Il s'agit du raisonnement à *la marge* : quelle est le gain de production que permet le rallongement de la journée de travail d'une heure ? On dit ici que la productivité marginale du travail est décroissante.

Ainsi, si on inverse le raisonnement, on peut dire que diminuer le temps de travail entraîne certes une réduction du niveau de production global, mais pas proportionnellement à cette diminution. Car travailler moins permettrait tout simplement de travailler mieux, donc d'être plus productif, donc d'augmenter la productivité. Par exemple, selon un rapport de l'Assemblée nationale : « *La réduction de la durée du travail s'accompagne en général d'une élévation du niveau de la productivité horaire (...)* Les scénarios habituellement privilégiés par les études macro-économiques sont ceux où les gains de productivité liés à la réduction du temps de travail sont en moyenne de 2 % à 5 %, avec un scénario central aux environs de 3,5 % . »²⁷ Ainsi, partager la même quantité de travail entre plusieurs personnes permettrait de rendre ce travail plus productif que si il n'était effectué que par une personne seule.

Ici, une précision s'impose : il ne faut pas prendre la proposition « une heure par jour » au pied de la lettre. En effet, nous imaginons bien que certains travaux requièrent plus de temps que d'autres, et que saucissonner une tâche en tranches d'une heure risque fort de ne présenter que des inconvénients et une perte de temps, donc de productivité. C'est pour cela qu'à la remarque : Une heure par jour ? Mais on n'a le temps de rien faire ! Nous répondrons que cela peut tout aussi bien vouloir dire « un jour de 5 heures par semaine », « 4 jours de 5 heures par mois », ou tout simplement « 235 heures par an ». Il faut se rappeler que nous partons d'un niveau de production choisi en fonction des besoins de la société, d'un nombre d'heures nécessaires à cette production et de la répartition de ce temps de travail entre l'ensemble des citoyens. Chaque travail nécessite alors une organisation particulière...

27 Jean Le Garrec (1998), rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail (n° 512), Assemblée nationale.

b. Tirer parti de la réorganisation du travail

Un travail qui en soi n'est pas forcément désagréable peut devenir un véritable calvaire pour des salarié(e)s qui vivent mal la façon dont ils sont employés : sentiment de n'être qu'un pion, difficultés avec la hiérarchie, sentiment d'être exploité(e), de « *ne pas faire des choses qui restent* », « *de ne pas se sentir reconnu à sa juste valeur* »²⁸, ou encore harcèlement moral... Les causes de souffrance au travail sont multiples et variées. Christian Baudelot et Michel Gollac ont mis en évidence un lien statistique entre le sentiment d'avoir de mauvaises conditions de travail et le retrait par rapport à ce même travail. Se mettre en retrait, c'est en faire le moins possible, le strict minimum permettant l'obtention d'un salaire, c'est souvent voir son travail comme une routine et vivre le lundi (chaque lundi) comme le jour le plus dur de la semaine. Ces situations sont relativement fréquentes, et il paraît logique que la productivité de ces salarié(e)s ne soit pas très élevée par rapport à une personne qui se plaît réellement à son travail, qui a l'impression d'y faire des choses utiles et « qui restent ».

Notre propos est ambigu et mérite quelques précisions. En effet, regretter que certain(e)s salarié(e)s fassent diminuer leur productivité en se mettant en retrait par rapport à leur travail pour se protéger paraît contradictoire avec le discours que nous tenons depuis le début de ce texte. Il semble plutôt que ce soit celui d'une partie du patronat qui tente par quelques subterfuges de motiver leurs salariés en leur faisant croire notamment à une plus grande autonomie dans leurs fonctions. Actionnariat salarial, nouvelles méthodes de management... les techniques qui permettent ce que Pierre Bourdieu avait appelé l'*auto-exploitation* sont nombreuses.

28 Christian Baudelot et Michel Gollac (2003), *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard

Cependant, on pourrait imaginer que chaque lieu de travail soit géré démocratiquement, c'est-à-dire que toute personne qui y exerce une activité y ait un droit de parole et de vote lorsque se décident les grandes orientations ; que chaque travailleur/se puisse bénéficier au même titre que les autres des fruits de son travail ; que tout lieu de production soit celui de ceux/celles qui y travaillent. Le rapport au travail serait différent de ce qu'il peut être aujourd'hui. Et de la même façon qu'il existe une corrélation entre dégradation des conditions de travail et hausse de l'absentéisme ; de la même façon que, de plus en plus, les entreprises et les experts s'intéressent aux coûts économiques des mauvaises conditions de travail pour augmenter leurs profits, nous pensons qu'une nouvelle organisation du travail est possible et entraînerait des gains de productivité assez importants.

Ainsi, par ces deux moyens (diminution du temps de travail et réorganisation du travail), mais auxquels il serait pertinent d'ajouter le progrès technique, il est possible d'obtenir des gains de productivité tout en améliorant les conditions de travail. Ainsi, s'il nous semble impossible de prévoir cette évolution dans l'avenir, il nous paraît intéressant de nous baser sur l'estimation qu'avait faite Loup Verlet dans « *Travailler deux heures par jour* » : « *On peut tabler, d'ici une dizaine d'années sur un facteur compris entre 1,8 et 2,4.* » Soyons prudents et prenons la fourchette la plus basse, soit 1,8. Cette estimation n'a rien d'irréaliste quand on sait qu'entre 1960 et 1970 la productivité horaire en France a été multipliée par 1,83. Prendre un facteur de 1,8, cela veut dire qu'en gardant un niveau de production similaire, on peut diminuer le temps de travail global nécessaire de 45%. Ainsi, le temps global socialisé nécessaire au fonctionnement du pays est ramené à 10 milliards d'heures.

IV Accroître la main-d'œuvre active

A l'heure actuelle, sur les 61 millions d'habitant(e)s que compte la France métropolitaine, seuls 27 millions sont considérés comme « actifs », et parmi ceux-ci, seuls 25 millions sont dits occupés (il s'agit des chiffres officiels cités par l'Insee). Chiffres que nous ne discuterons pas malgré les controverses dont ils sont les objets²⁹). Ainsi, seulement 40 % de la population totale possède un emploi et ainsi participe officiellement au processus de production des biens et services qui forment l'ensemble de la valeur créée dans une période donnée. Les autres sont considérés comme assistés, comme inoccupés. Que ce soit parce qu'ils sont à la charge de leurs parents, de leurs enfants, ou de l'ensemble des travailleurs, on entend souvent à propos des inactifs et inoccupés qu'ils sont dépendants des « actifs occupés », assistés dont la société doit s'occuper. Il n'y a qu'à voir les discours stigmatisants proférés à l'encontre des immigrés « qui profitent », des femmes dont « seul le mari subvient aux besoins de la famille » ou, plus nouveau, des personnes âgées pour lesquelles les jeunes vont devoir travailler pour payer les retraites.

Aberration : D'un côté, on demande aux « actifs occupés » de supporter l'ensemble du travail contraint socialisé, mais en plus aujourd'hui on les pousse à travailler davantage. De l'autre, on laisse la plus grande partie de la population hors de ce processus vital à la société. Les uns triment pendant que les autres sont exclus. On retrouve encore l'ambivalence du travail : à la fois pénible et intégrateur.

Alors imaginons que, pour jouer avec cette

29 Voir : les *Autres chiffres du chômage*, <http://acdc2007.free.fr>.

contradiction intrinsèque au travail, nous le partageons véritablement. C'est-à-dire ? Que non seulement tous les actifs soient intégrés au processus de production, mais aussi tous ceux que l'on appelle « inactifs » et qui pourtant ont les moyens de participer à un travail que l'on a rendu le moins pénible et le moins aliénant possible. Partager le travail, c'est libérer à la fois les prisonniers du travail et ceux de la mise à l'écart. C'est entrer dans une logique d'égalité des vies, c'est laisser à chacun à la fois la possibilité de s'intégrer à un des socles de toute société, et de s'émanciper en ayant la liberté de s'approprier sa vie et de s'épanouir dans les activités de son choix.

Concrètement, cela voudrait dire partager le travail contraint socialisé entre tous les individus âgés de plus de 16 ans. Alors, fini les études ? Non. Mais en travaillant une heure par jour, les plus jeunes pourront acquérir une autonomie financière par rapport à leurs parents et apprendre par la pratique, sans mettre en péril leurs études. De plus, ils pourraient ainsi se confronter au réel plutôt que d'être, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, enfermés dans l'univers théorique de l'université ou des grandes écoles avant d'être plongés dans la vie active et ses déboires. Ils pourraient aussi avoir l'occasion de tester concrètement plusieurs métiers avant de se spécialiser dans celui qu'ils auront choisi plus librement et plus consciemment. Car au lieu de cela, beaucoup aujourd'hui sont dirigés dès leur plus jeune âge vers des métiers que leurs professeur(e)s ou leur conseiller(e) d'orientation ne connaissent souvent que sur le papier, et dont eux-mêmes n'ont aucune idée. Concernant les études, cela permettrait même à ceux qui souhaitent poursuivre de longues études de le faire sans être bloqués par des questions financières. En effet, pour beaucoup d'étudiants, il existe un moment où la poursuite de leur cursus est interrompue du fait de leur coût trop élevé. Tant que cette situation durera, et que l'accès au savoir sera facilité pour les plus aisés, il est inutile, voire hypocrite de parler d'égalité des chances. De plus,

cela permettrait, si on le souhaite, de rester étudiant toute sa vie, ou de reprendre les études à tout âge.

Et la retraite, fini ? Oui, en quelque sorte. N'est-il pas aberrant de travailler la moitié de son temps éveillé pendant plus de quarante ans pour, du jour au lendemain se retrouver mis à l'écart, isolé, souvent considéré comme inutile et même aujourd'hui comme un poids pour la société ? Plutôt que de passer du tout au rien, nous pourrions imaginer, dans cette société « autre » que chacun puisse participer au processus de production.

De la même manière, on pourrait imaginer que dans ces conditions, les rapports entre individus puissent changer plus facilement. On pense par exemple aux rapports entre hommes et femmes, notamment au sein du couple. Si cette relation a tendance à évoluer lentement, il reste néanmoins des constantes dans la place qui est assignée à chacun au sein du ménage. Ainsi, les hommes se consacrent toujours majoritairement à l'acquisition du revenu principal du foyer et les femmes aux activités liées à l'organisation interne de la famille (tâches ménagères, éducation et suivi des enfants,...). Les possibilités de ces activités étant subordonnées à l'acquisition d'un revenu monétaire, les femmes sont dans une position perçue comme inférieure, moins « sérieuse » que celle des hommes. Ainsi, le temps de travail d'une femme dans son foyer n'a pas de valeur marchande, et semble donc moins important que celui d'un homme³⁰. Et les femmes ont souvent à effectuer un

30 Même si aujourd'hui le rôle des femmes dans l'espace public n'a rien à voir avec ce que l'on a connu dans les siècles précédents, il reste que dans un couple où les deux conjoints ont un emploi, le salaire de la femme est perçu comme complémentaire à celui du mari. De ce fait, à salaire égal, une femme aura plus tendance qu'un homme à le considérer comme convenable. Voir pour cela Christian Baudelot et Michel Gollac (2003), *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard ; ainsi que Pierre Bourdieu (1998), *La Domination masculine*, Paris, Seuil.

choix de vie : se consacrer à leur carrière professionnelle ou à une famille. Question qui, encore aujourd'hui se pose moins pour un homme (il suffit pour s'en convaincre de regarder le nombre d'hommes dans les grandes écoles ou placés aux postes à responsabilité). Nous ne prétendons pas qu'une société dans laquelle on travaillerait moins changerait automatiquement les rapports de genre. Pourtant, nous pensons qu'un tel système pourrait permettre une plus grande égalité hommes-femmes. Diminuer les contraintes liées au travail (et notamment les contraintes de temps) de tous les membres du foyer permettrait autant aux femmes qu'aux hommes d'obtenir un emploi et un revenu convenable sans avoir à effectuer des choix de vie aussi binaires que travail ou enfant(s). Car les tâches nécessaires à la bonne gestion de la famille pourraient être réellement partagées entre les différents membres du foyer dont le temps serait libéré pour se consacrer aux activités de leur choix. Quant aux hommes, ils seraient moins prisonniers de leur rôle de patriarche et auraient du temps à se consacrer à leur famille sans avoir le sentiment de faillir à leur devoir de pères nourriciers, de gagne-pain du foyer.

Nous le répétons, la diminution du temps de travail est un préalable à une plus grande égalité entre tous les individus d'une société en permettant à chacun de choisir les activités de son choix et de participer au processus de production. Tout ceci à condition bien sûr que cette participation ne se fasse pas au détriment de la santé et de la vie, et qu'elle soit adaptée aux capacités de chacun. Quelques chiffres seront peut-être plus parlants :

Nous savons donc qu'aujourd'hui la production en France repose sur les épaules de 25 millions de travailleurs/ses. Or, selon les estimations de l'Insee, la population âgée de 15 à 74 ans est de 45 millions de personnes. Imaginons que parmi cette tranche d'âge, 5 %

sont en invalidité totale (handicap lourd, maladie...), nous avons une population de 42,75 millions de personnes en âge de travailler. Ainsi, la population « active » serait augmentée de 58 %.

Nous avons donc un total de 10 milliards d'heures à réaliser dans une année. Le nombre de travailleurs potentiels étant passé de 25 à 42,75 millions, nous pouvons tabler sur une durée du travail annuelle individuelle d'environ 235 heures, soit 5 heures par semaine sur 47 semaines.

Le mot de la fin

Résumons : en diminuant concrètement le niveau de production (sous certaines conditions, nous l'avons vu), il est possible de faire diminuer le temps de travail de moitié.

En profitant des gains de productivité du travail que permettraient une diminution du temps de travail et une meilleure organisation de celui-ci, il serait *a priori* possible de le diviser par un facteur 1,8.

En transformant une partie du travail contraint socialisé en travail contraint libre, il serait possible de diminuer le premier, celui dans lequel l'individu est le moins libre. Nous avons symboliquement estimé une réduction de 10 %, même si celle-ci peut-être plus importante.

Enfin, en partageant la charge de travail entre tous les individus en capacité de le faire, nous avons vu qu'il serait possible de diminuer d'autant le temps de travail individuel. Nous avons calculé une augmentation possible de la population active de 58 %.

Ainsi, de 39 milliards d'heures de travail contraint socialisé effectuées par 25 millions de travailleurs, on passerait à une charge de travail de 10 milliards d'heures partagées entre 42,5 millions de citoyens-travailleurs. Ramené à 47 semaines de travail (Les 5 semaines de congés payés sont une trop belle avancée sociale pour l'annuler comme ça, même sur le papier), cela nous fait bien 5 heures de travail par semaine, soit... une heure par jour.

Trop facile ! diront les sceptiques. Ce à quoi nous répondrons : bien sûr, il s'agit d'un exercice de style. Et nous savons très bien que dans la réalité les choses ne sont pas

aussi simples que sur le papier. Si nous avons joué le jeu des économistes-mathématiciens, ce n'est pas pour savoir combien d'heures exactement, si c'est une ou quatre heures par jour qu'il faudrait travailler pour être heureux et jouir simplement des belles choses de la vie. C'est avant tout pour montrer qu'il serait possible de jouir simplement des belles choses de la vie sans s'épuiser à la tâche à longueur de journée, de semaine, ou de vie. Nous n'avons pas ici la prétention de prédire l'avenir et dire aujourd'hui ce que sera la société de demain. L'idée est tout simplement de regarder notre société d'une autre manière, en se débarrassant tant que possible de l'idéologie capitaliste et de l'éthique du travail.

A ceux qui nous traiteront d'utopistes, nous leur répondons *ça dépend*. Oui, nous revendiquons l'utopie dans son sens positif, c'est-à-dire en tant qu'elle est un horizon, un objectif inaccessible mais qui néanmoins permet de rêver et de se projeter un tant soit peu dans l'avenir (voir l'annexe 1). Mais si l'utopie consiste en la croyance en un monde complètement irréaliste, complètement à côté de la plaque, alors nous disons que les utopistes ne sont pas là où l'on croit.

L'utopie (dans son sens péjoratif), c'est de croire que le système actuel marche. Nous avons construit notre économie sur une logique de dominations et de violences : domination des femmes, des immigrés et violences contre les pays du Sud, domination et violence contre la nature. En 1972, le Club de Rome, rassemblement d'experts de plusieurs pays riches, avait publié un rapport intitulé « *Halte à la croissance ?* » dans lequel il mettait en garde la société occidentale contre les risques liés à une croissance sans fin dans un monde fini. Aujourd'hui, 36 ans plus tard, nous sommes toujours confrontés au même problème et nous commençons à ressentir les effets d'une telle aberration : le réchauffement climatique, dû aux émissions de gaz à effet de serre, met en péril l'équilibre climatique de la planète et

les diverses pollutions et l'urbanisation non maîtrisée provoquent ce que certains biologistes appellent la sixième extinction des espèces. Halte à la croissance ?

Une croissance infinie dans un monde fini. Là est le rêve. Le cauchemar, plutôt. Une juste répartition des ressources de la planète voudrait que chacun des 6,7 milliards d'individus qui habitent la Terre ait droit à la même part en ce qui concerne les sources d'énergie, de matières premières alimentaires et non-alimentaires, et d'émissions de polluants (notre planète a en effet une capacité d'absorption assez conséquente des déchets produits par tout mode de vie. A condition de ne pas abuser, bien sûr...). Or, si tous les humains avaient le mode de vie d'un français moyen, nous aurions besoin de trois planètes comme la notre. Problème, il n'y en a qu'une. Preuve que le capitalisme est un système irréaliste, complètement à côté de la plaque... utopiste. Et notre mode de consommation ne peut perdurer qu'à une condition : que la domination des peuples les plus pauvres se fasse de plus en plus dure. Car si la Terre ne peut supporter que tous ses habitants aient le même mode de vie que nous, l'alternative est simple : ou bien nous croyons en l'égalité de toute vie humaine et nous, occidentaux, réduisons notre empreinte écologique, ou bien nous empêchons les milliards d'êtres humains qui peuplent les pays du Sud d'accéder au confort que nous pensons normal pour nous. Cette deuxième alternative nécessite une pression économique, politique et militaire perpétuelle pour maintenir encore et encore ces femmes et ces hommes dans une misère artificielle dont ils ne peuvent vouloir que s'émanciper. Le philosophe André Gorz prévoit pour bientôt la fin du capitalisme³¹. Selon lui, ce système gangrené par ses contradictions, et sous la pression que celles-ci font peser sur lui ne peut que s'écrouler. Il imagine deux issues possibles : civilisée, les humains ne pouvant plus supporter ces tensions, ou barbare, c'est-à-dire par une série de catastrophes

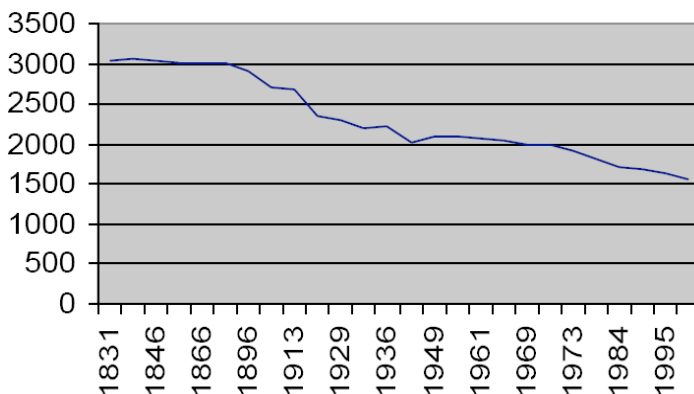
31 André Gorz (2007), *Ecologica*, Paris, Galilée.

sociales et naturelles. Ni la croissance économique ni le travail ne sont des fatalités, ils font partie d'une idéologie créée il y a peu par l'humain. D'autres mondes sont donc possibles. Et si la sortie du capitalisme par la voie civilisée n'est pas un objectif facile, nous pensons que la difficulté sera plus idéologique que pratique. Cet ouvrage se veut être une petite pierre apportée à la bataille pour la diffusion de nouvelles idéologies à la place de celle dans laquelle nous sommes né(e)s et avons grandi(e)s. Équité ou oppression, liberté ou aliénation, civilisation ou barbarie... à nous de choisir.

Annexe 1 : « Travailler moins », « Travailler plus », les utopies et l'Histoire.

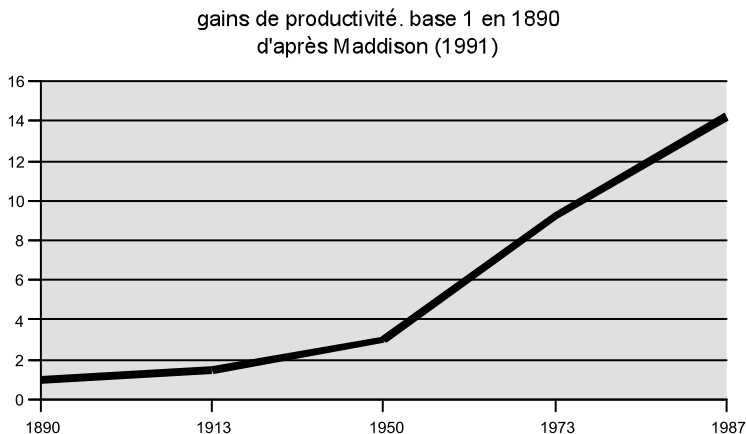
Un petit retour sur l'histoire du travail en France est intéressant pour saisir la teneur de notre propos. Le premier graphique ci-dessous représente l'évolution de la durée annuelle moyenne du travail en France entre 1831 et 2002. Si dans l'ensemble elle a tendance à diminuer dans le temps, on peut y distinguer 4 grandes périodes. De 1831 jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, le temps de travail reste relativement stable, autour de 3 000 heures annuelles. C'est à partir du début du XX^{ème} siècle qu'il diminue clairement jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, date à partir de laquelle il augmente légèrement avant de diminuer (presque aussi légèrement) au début des années 1970 jusqu'à aujourd'hui.

Evolution de la dure annuelle moyenne du travail en France de 1831 à 2002 (en heures)



Source : Graphique (JMH) à partir des données de O. Marchand, C. Thélot, avec la collaboration de A. Bayet, *Le travail en France (1800-2000)*, op. cit., p. 240, sauf dernière année 2002.

Le tableau suivant représente l'évolution des gains de productivité par tête depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Faibles jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, ils augmentent considérablement et continuellement depuis l'après-guerre jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle.



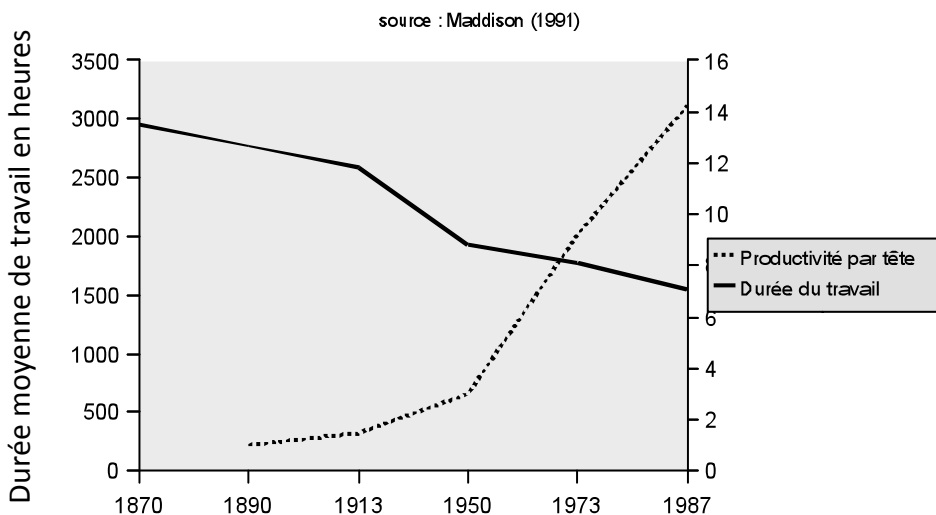
La confrontation de ces deux graphiques nous en dit long, non seulement sur l'histoire économique française, mais aussi sur son histoire politique. En effet, qu'observe-t-on ? Que la réduction la plus nette du temps de travail a eu lieu lorsque les gains de productivité étaient les plus faibles et le niveau de vie le plus bas. Alors qu'aujourd'hui on nous parle de *travailler plus pour gagner plus*, on voit par ce petit retour en arrière que d'autres choix politiques ont pu être faits par le passé. Il faudrait, pour être plus précis, corréler ces évolutions avec celles de l'histoire des luttes sociales et du syndicalisme. Autorisés en France à la fin d'un XIX^{ème} siècle mouvementé, les syndicats ont permis à la classe ouvrière de se faire entendre et de peser dans le rapport de force qui l'opposait à la bourgeoisie. La fin du XIX^{ème} et le début du XX^{ème} siècle sont marqués par de nombreuses lois portant sur les conditions et le temps de travail dans les usines. Le point d'orgue de cette période sera la loi de 1936

instituant la semaine de 40 heures ainsi que celle portant sur les congés payés mises en place par le Front Populaire.

Après la Seconde Guerre mondiale commence la période dite des « Trente glorieuses » : plus de deux décennies de gains de productivité qui explosent et de temps de travail qui tend à augmenter légèrement. Le PIB ne peut alors que suivre la même évolution à la hausse : la croissance française avoisine alors les 10 % par an. On connaît de cette époque les images d'une société de consommation effrénée : télévision(s), réfrigérateur, voiture(s), immobilier, loisirs,... La France, comme le reste de l'Occident a fait le choix de produire plus pour consommer plus. Le modèle salarial de l'époque, le fordisme, est basé sur un compromis entre classe possédante et classe ouvrière : *« Travaillez beaucoup, allez à la chaîne, produisez, et vos salaires vous permettront d'acheter tout ce que nous créons. Travaillez sans rechigner, et vous aurez tous une voiture. »* L'après-guerre est aussi le début d'une longue période de déclin du syndicalisme en France (25 % de la population active était syndiquée en 1950, contre près de 8 % aujourd'hui). Société du tout pétrole, des débuts du nucléaire, des premières autoroutes et des banlieues bétonnées, la France d'alors a fait un choix : celui du travailler plus pour gagner plus. Choix dont nous commençons à payer les frais aujourd'hui, et dont nous avons vu les résultats concernant la répartition des richesses...

Alors qu'à une époque de grande misère, la société civile a misé sur la diminution du temps de travail - programme rendu d'autant plus difficile que les gains de productivité étaient relativement faibles, la société d'après-guerre a préféré tabler sur la consommation de masse permise par une croissance folle, elle même permise par la non compensation des gains de productivité par une diminution du temps de travail.

Un regard sur l'histoire permet de comprendre que les questions économiques sont avant tout politiques. L'économie n'est pas gouvernée par des lois naturelles qui nous dépassent, mais par des lois que les humains mettent en place. L'axe des orientations économiques est, dans notre système, fixé par un rapport de force aujourd'hui favorable à une dynastie possédante. « *Travailler plus pour gagner plus* » est le fruit d'une utopie (dans son sens négatif), d'une idéologie dont les fondements ne tiennent pas. « *Travailler moins pour vivre autrement* », c'est l'utopie qui a permis les luttes sociales, et que les luttes sociales ont essayé de construire, et à laquelle nous croyons aujourd'hui.



Annexe 2 : Et mon salaire ?

La question semble revenir fréquemment : « *Et comment je serais payé-e si je ne travaille qu'une heure par jour ?* ».

En fait, le revenu de chacun(e) dépend essentiellement de la manière dont la société décide de distribuer une production globale X entre ses membres et non pas du nombre d'heures que chacun(e) a consacrées à cette production.

Sinon, bien évidemment, Liliane Bettencourt aurait peu de chances d'être milliardaire.

Il faut savoir que le salariat, même s'il est aujourd'hui très développé en France (90 % des actifs occupés), est une invention humaine qui a pris son essor au XIX^{ème} siècle seulement. Le salariat est en fait la forme que prend l'achat par un entrepreneur de la force de travail d'un individu (l'ensemble de ses capacités physiques et intellectuelles qui lui permettent de travailler). Par exemple, s'il me faut une personne pour filer la laine dans mon usine, je vais acheter, pour un temps donné, les capacités que vous avez à le faire. Le fruit de votre travail m'appartiendra donc, et c'est moi qui le vendrais sur le marché des bas de laine pour tenter d'en tirer un profit.

Mais d'autres systèmes de rémunération sont possibles. Imaginez que dans une société on puisse évaluer qu'une richesse valant 100 soit suffisante à faire vivre correctement l'ensemble de ses membres, et qu'un nombre d'heures de travail y soit associé. On pourrait alors dire que cette richesse serait partagée entre tous les membres de la communauté en échange d'une part de travail nécessaire à sa production (pour ceux qui en aurait les capacités). « *Mais que faites-vous du besoin humain de se valoriser auprès de ses semblables ?* » Si chacun à de quoi vivre correctement, il peut en toute liberté se consacrer aux arts, à la science, au sport, à l'entraide...



bizi !

20-22 Cordeliers karrika BAIONA
05 59 25 65 52
info@bizimugi.eu - www.bizimugi.eu